

STAGES EN MILIEU COMMUNAUTAIRE

Document d'information
Fiches descriptives des organismes

2025-2026

Table des matières

Présentation.....	4
Résumé des étapes	5
Description.....	6
Règles de fonctionnement	7
Preamble.....	7
1. Règles relatives aux stagiaires	7
A. Démarches préliminaires.....	7
B. Déroulement du stage.....	7
C. Travail auprès de l'organisme	8
D. Activités universitaires obligatoires	9
2. Règles relatives aux organismes	10
3. Règles relatives à l'encadrement académique	11
PROCESSUS DE SÉLECTION	12
1. Étapes préliminaires.....	12
2. Étapes de sélection par les organismes	13
3. Étape finale.....	14
Liste des organismes par secteur.....	17
Tableau des documents requis par les organismes	18
Fiches descriptives des organismes.....	21
ACEF DU NORD DE MONTRÉAL.....	21
ACTION RÉFUGIÉS MONTREAL	24
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES AVOCATS ET AVOCATES EN IMMIGRATION (AQAADI).....	26
ATLAS - CENTRE DE PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ DE CÔTE-DES- NEIGES.....	28
AU BAS DE L'ÉCHELLE	30
BOUCLIER D'ATHÉNA.....	32
CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL.....	34
CENTRE DES FEMMES DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES.....	36
CENTRE QUÉBÉCOIS DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT (CQDE).....	38
CLINIQUE JURIDIQUE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (SERVICE-CONSEIL)..	40

CLINIQUE JURIDIQUE DE SAINT-MICHEL (CJSM).....	42
COMITÉ D’ACTION DES CITOYENNES ET CITOYENS DE VERDUN.....	45
COMITÉ LOGEMENT DU PLATEAU MONT-ROYAL.....	47
COMITÉ LOGEMENT LACHINE-LASALLE.....	49
COMITÉ LOGEMENT ROSEMONT	51
COMITÉ LOGEMENT DE MONTRÉAL-NORD.....	53
CONCERTATION-FEMME	55
ÉDUCALOI.....	57
GROUPE D’AIDE ET D’INFORMATION SUR LE HARCÈLEMENT SEXUEL AU TRAVAIL (GAIHST).....	59
INFOLOGIS DE L’EST DE L’ÎLE DE MONTRÉAL.....	61
INFORM’ELLE	63
JURIPOP	65
LA MAISON BLEUE	68
LE COLLECTIF JURIDIQUE.....	70
LOGISACTION NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	74
MOUVEMENT ACTION-CHÔMAGE DE MONTRÉAL	76
OPTION CONSOMMATEURS.....	78
P.O.P.I.R. COMITÉ LOGEMENT	81
PROJET GENÈSE.....	83
SPCA.....	85
Nombre de stages par organisme	87

Présentation

Les stages en milieu communautaire font officiellement partie du programme de baccalauréat de la Faculté de droit de l'Université de Montréal depuis plusieurs décennies. Cette activité de formation pratique n'a pas attendu le nombre des années pour atteindre sa vitesse de croisière, remplir ses promesses et devenir indispensable.

Ces stages offrent aux personnes étudiantes la possibilité de s'investir dans une activité d'apprentissage dans laquelle leurs préoccupations de justice sociale, leur soif d'autonomie et leurs valeurs d'engagement trouvent une voie d'expression reconnue par la Faculté. Les stagiaires sont accueillies par des organismes communautaires qui interviennent dans des secteurs aussi variés que l'aide sociale, la location résidentielle ou encore l'aide aux réfugiés ou aux femmes qui sont contraintes à aller dans des refuges. Les stagiaires sont en contact privilégiés avec des personnes dont l'accès au droit relève de l'action de ces organismes.

Les stagiaires répondent à des préoccupations d'accès au droit et de justice sociale. Les maîtres de stages et l'équipe des intervenantes et intervenants accueillent les stagiaires de la Faculté avec rigueur et générosité et les guident autant dans l'apprentissage de la conduite d'entrevues individuelles que dans la vulgarisation et la transmission d'informations juridiques. Ces personnes jouent un rôle essentiel et précieux dans leur formation.

Les stagiaires découvrent des réalités sociales difficiles, dans lesquelles les problèmes de droit se déclinent souvent dans un contexte d'injustice et de détresse. Ils et elles cherchent et partagent des informations juridiques et, ce faisant, donnent le meilleur d'eux et d'elles-mêmes. Ils et elles deviennent de meilleurs juristes dans un contexte où ils et elles sont aussi appelés à développer leurs aptitudes personnelles et sociales. Le stage leur permet de mieux connaître leurs forces et leurs faiblesses, de parfaire leurs compétences. Et, surtout, d'être utiles.

Plusieurs anciennes et anciens stagiaires sont encore impliqués dans leur milieu de stage, comme bénévoles ou comme juristes. Cette activité a donc atteint un niveau de maturité fort enviable qu'il importe de soutenir et pour lequel la Faculté de droit de l'Université de Montréal est redevable envers celles et ceux qui ont contribué à son évolution.

Le présent guide est destiné à la fois aux étudiantes et étudiants et aux organismes communautaires qui les accueillent. Il contient des informations utiles autant pour l'étape initiale du dépôt des candidatures que pour le bon déroulement des activités tout au long du stage.

Bonne lecture et bonne préparation pour les stages en milieu communautaire 2025-2026 !

Sigle et titre du cours
DRT 3941 et DRT 3991 – Stages en milieu communautaire 1 et 2
Cours préalable ou concomitant
DRT 2902 – Développement des habiletés du juriste 2
Niveau du cours
Bloc K et L – 6 crédits
Cours ouvert
Trimestres d'automne et d'hiver, 2 ^e et 3 ^e année

Résumé des étapes

Étapes de préparation	
1	Séance générale avec les étudiantes et étudiants
2	Signification d'intérêt
3	Présélection des étudiantes et étudiants
4	Premier contact des étudiantes et étudiants avec les organismes
5	Envoi des candidatures
Étapes de sélection pour les organismes	
6	Période d'entrevues
7	Offres de stage par les organismes et acceptation par les étudiantes et étudiants
8	Informations administratives adressées à la Faculté
9	Jumelage (dernière possibilité)
Étapes d'encadrement des stages	
10	Rencontres en trois sous-groupes des stagiaires
11	Rencontres individuelles
12	Remise des rapports initiaux des étudiantes, étudiants et des maîtres de stage
13	Dernières rencontres en sous-groupes avec les stagiaires
14	Remise des rapports finaux des étudiantes, étudiants et des maîtres de stage

Description

Les stagiaires sont amenés à œuvrer auprès d'un organisme communautaire à vocation sociale ou humanitaire. Ils et elles peuvent choisir parmi une trentaine d'organismes impliqués dans des domaines de droit aussi différents que :

- le droit de l'immigration
- le droit social
- le droit du travail
- le droit du logement
- le droit de la consommation
- le droit de la famille
- les droits de la personne
- le droit des femmes
- la vulgarisation juridique

Le stage consiste à travailler une journée par semaine, pendant 14 semaines pour chacun des trimestres (automne et hiver). Le travail de la et du stagiaire consiste principalement à fournir à l'organisme auquel elle et il est rattaché l'information juridique utile à l'accomplissement de la mission de ce dernier. Le stage a notamment pour objectifs de conscientiser les stagiaires aux rapports entre le droit et la société, aux problèmes d'accès à la justice pour les groupes vulnérables, tout en leur permettant de développer leurs habiletés pour la recherche et la rédaction juridique et leurs aptitudes à s'adapter aux situations relationnelles propres aux différents milieux de travail.

En plus de leurs prestations au sein de l'organisme, les stagiaires doivent participer à des séances d'information et à des rencontres avec la responsable. La sélection définitive des stagiaires est faite par chacun des organismes d'accueil, selon ses propres critères, et après examen d'un dossier de candidature et entrevues.

MODE D'ÉVALUATION

Aucune note littérale n'est attribuée à l'étudiante et l'étudiant stagiaire. Seule la mention « Succès » [S] ou « Échec » [E], selon le cas, est consignée à son relevé de notes au cours « DRT 3941 Stage en milieu communautaire 1 », inscrit au trimestre d'automne et au cours « DRT3991 Stage en milieu communautaire 2 », inscrit au trimestre d'hiver. Aux fins de décider laquelle des deux mentions mérite l'étudiante et l'étudiant, la responsable tient compte de sa prestation au sein de l'organisme, de sa participation aux rencontres tenues à la Faculté ainsi que de ses rapports de stage (un rapport écrit à la fin de chaque trimestre), le tout en concertation avec le ou la maître de stage et à la lumière des rapports d'évaluation fournis par cette personne.

Règles de fonctionnement

Préambule

Les stages en milieu communautaire constituent une activité mise sur pied par des étudiantes et étudiants en droit, dans les années 1970, et reconnue comme activité de formation pratique par la Faculté de droit, en 1977. Leur rôle premier consiste à favoriser l'apprentissage du droit dans un environnement communautaire, tout en contribuant à offrir un service à la collectivité.

En offrant des stages dans une trentaine d'organismes à but non lucratif, cette activité permet aux stagiaires d'expérimenter différents aspects d'une démarche juridique au sein de groupes communautaires. Ces organismes sont choisis en fonction de leur implication sociale auprès de clientèles cibles, confrontées à une gamme de problèmes sociojuridiques de toutes natures.

Le stage en milieu communautaire doit permettre au stagiaire d'approfondir ses connaissances, d'acquérir de l'autonomie dans le processus d'apprentissage de différents domaines de droit, tout en lui apprenant à établir les corrélations requises pour offrir toutes les informations pertinentes et accessibles à des personnes jouissant de ressources matérielles limitées et qui sont souvent en situation de détresse. Il vise à susciter une réflexion quant aux fonctions sociales du droit, à ses limites, comme à ses ressources souvent insoupçonnées. Enfin, il doit permettre au stagiaire de se familiariser avec différentes méthodes alternatives de résolution des conflits et d'interventions et, le cas échéant, de contribuer à la conceptualisation de réformes sociojuridiques souhaitées par le milieu.

1. Règles relatives aux stagiaires

A. Démarches préliminaires

1. Il est de la responsabilité de l'étudiante et de l'étudiant, dont la candidature a été retenue à l'étape de la présélection, de se trouver un lieu de stage en envoyant un dossier de candidature aux organismes de son choix figurant sur la liste contenue dans le présent guide et, le cas échéant, en obtenant des entrevues auprès des personnes responsables. À cette fin, l'étudiante ou l'étudiant doit respecter la procédure et les délais fixés par la Faculté, comme expliqué sous la rubrique « **Processus de sélection** » dans le présent document.

2. Il est aussi de la responsabilité de l'étudiante ou de l'étudiant de s'entendre avec l'organisme qui l'accueillera pour déterminer son horaire de travail, et ce, **avant le début de l'année académique**. Il ou elle doit aussi assister aux activités de formation offertes par l'organisme qui peuvent avoir lieu à la fin de l'été ou au début du trimestre d'automne.

B. Déroulement du stage

1. Les stagiaires doivent se présenter à leur lieu de stage dès la **première semaine régulière** de cours des trimestres d'automne (fin août) et d'hiver (début janvier).

2. Les stagiaires sont tenus de participer aux activités de l'organisme **pendant les semaines d'activités pédagogiques, de même que pendant les semaines d'activités libres** (automne et hiver). Ils n'ont pas à y participer durant la période d'examen à la fin des trimestres d'automne et d'hiver. Leur présence est toutefois requise pendant la période des examens intras.

3. Pour obtenir les six (6) crédits alloués à cette activité pédagogique, les stagiaires sont tenus de travailler pour leur organisme environ **huit (8) heures par semaine** pendant les trimestres d'automne et d'hiver. Ce nombre d'heures peut, à la demande de l'organisme, être effectué sur deux jours.

4. Pendant leur stage, à moins d'entente spéciale avec le ou la maître de stage, les stagiaires doivent se présenter aux heures normales de bureau et sont tenus de respecter l'horaire convenu avec l'organisme. Toute absence sur les lieux du stage ou toute incapacité à exécuter les tâches prévues doit être motivée dans les plus brefs délais auprès du ou de la maître de stage ou de son ou sa représentante, afin de déterminer les modalités de reprise des activités de remplacement.

C. Travail auprès de l'organisme

1. Les stagiaires sont tenus de respecter la confidentialité de toutes les informations auxquelles ils et elles ont accès dans le cadre de leur stage auprès de l'organisme.

2. Lors des premières semaines de stage, le travail des stagiaires consiste à s'intégrer à la vie de l'équipe, tout en acquérant les connaissances nécessaires pour mieux répondre aux besoins de l'organisme. Celui-ci peut exiger que les stagiaires participent à des sessions de formation qu'il juge appropriées pour le bon déroulement du stage. Si ces activités ont lieu avant le début des cours ou en dehors des périodes habituelles de présence des stagiaires, le ou la maître de stage doit en informer les stagiaires le plus tôt possible afin qu'ils planifient leurs activités en conséquence.

3. Les stagiaires doivent participer aux interventions propres à chaque organisme et effectuer les tâches déterminées en collaboration avec le ou la maître de stage. Elles ou ils peuvent notamment être appelés à faire de la recherche, à donner des séances d'information, à préparer des documents de travail, de référence ou de vulgarisation et à établir des contacts directs avec les personnes ou les groupes qui ont besoin d'informations juridiques. Il est à noter que les stagiaires ne sont pas des avocates ou avocats. **Par conséquent, ils ne peuvent pas donner d'avis juridique, même si l'organisme ou le milieu du stage donnent des conseils juridiques.**

Les stagiaires peuvent, occasionnellement, avoir à accomplir des tâches non juridiques, mais cela doit demeurer dans les limites du raisonnable afin de ne pas nuire à leurs activités d'apprentissage et de soutien aux tâches prévues.

4. Si les besoins de l'organisme ne sont pas clairement identifiés, ou si les activités n'ont pas atteint leur vitesse de croisière en raison, notamment, d'une insuffisance de demandes de la part de la clientèle habituellement desservie, les stagiaires doivent faire **preuve d'initiative** à cet égard. Ils peuvent suggérer un programme d'activités ou des tâches susceptibles d'aider l'organisme à parfaire ses modes d'intervention ou ses instruments de travail. Dans un tel cas, ils doivent évidemment discuter de ces propositions avec le ou la maître de stage ou avec l'équipe de travail de l'organisme.

5. Les stagiaires ne doivent pas hésiter à communiquer avec la professeure responsable des stages pour toute difficulté qu'ils ne parviennent pas à résoudre avec son ou sa maître de stage et pour toute autre question qu'elles ou ils jugent utile de lui soumettre. **Il est très important de ne pas attendre que la situation se détériore.** Il faut agir avant que les difficultés ne deviennent insurmontables et risquent de compromettre la réussite du stage.

D. Activités universitaires obligatoires

1. Réunions d'information

Les stagiaires doivent être présents aux réunions d'information concernant les stages en milieu communautaire qui se tiennent à la Faculté. À cette fin, un calendrier est remis lors de la **première rencontre** d'information du trimestre d'automne **qui a généralement lieu au début de la 2^e semaine du trimestre d'automne.**

2. Au trimestre d'automne, la présence des stagiaires est **obligatoire** pour les activités suivantes :

- a) La première rencontre générale d'information décrite au point 1 de la présente rubrique.
- b) Durant le mois d'octobre, les stagiaires sont tenus **d'assister à une rencontre individuelle** avec la professeure responsable des stages. Les dates de ces rencontres varient chaque année et sont transmises lors de la première rencontre d'information en septembre. Il est de la responsabilité des stagiaires de s'inscrire à l'une des plages-horaire proposées.
- c) Les stagiaires qui, sans motif valable, ne satisfont pas à ces exigences de participation se verront imposer **une sanction.**

3. Au trimestre d'hiver, les activités suivantes sont obligatoires :

- a) Les stagiaires sont **tenus d'assister à une rencontre en sous-groupes** avec la professeure responsable des stages. Les dates et les modalités de ces rencontres seront communiquées ultérieurement.
- b) Les stagiaires sont **tenus d'assister à la rencontre avec le ou la représentante des organismes** (tenue au mois de mars) visant à donner de l'information aux futurs stagiaires.
- c) Les stagiaires qui, sans motif valable, ne satisfont pas à ces exigences de participation se verront imposer **une sanction.**

4. Rapports de stage

Les stagiaires doivent **produire deux (2) rapports de stage.** Pour rédiger ces rapports, ils doivent répondre à une série de questions qui leur seront transmises par courriel (via leur adresse umontreal.ca) avant la fin des activités pédagogiques. Les stagiaires doivent répondre à toutes les questions avec motivation et suivre les directives précises données lors de la remise du questionnaire.

Le premier rapport, à remettre à la fin du trimestre d'automne, vise notamment à vérifier la pertinence et la qualité du stage effectué dans son organisme. Le second rapport, à remettre à la fin du trimestre d'hiver, doit permettre aux stagiaires de rendre compte de leurs apprentissages, du déroulement de leur stage, d'en faire une appréciation générale et de transmettre leurs commentaires et suggestions pour améliorer le stage ou le fonctionnement général de l'activité.

Une copie de chacun de ces rapports doit être remise directement au ou à la **maître de stage** et une **autre copie** doit être déposée sur StudiUM. Tout défaut fera en sorte que la mention « Incomplet » apparaîtra au relevé de notes.

2. Règles relatives aux organismes

A. L'organisme est tenu, **pendant la période de sélection des stagiaires**, de considérer les candidatures soumises directement par les étudiantes et étudiants. Il peut choisir de limiter le nombre de personnes qu'il veut recevoir en entrevue en ayant recours à un processus de **présélection**. En principe, ce processus et toute autre exigence particulière sont mentionnés dans le document d'information des stages en milieu communautaire.

Lorsque le nombre de candidatures le justifie ou pour tout autre motif raisonnable, l'organisme peut modifier son mode de sélection des stagiaires ou ajouter un processus de présélection, dans la mesure où ces modifications sont apportées dans un **délai raisonnable** avant la période prévue pour les entrevues. Qu'il y ait ou non modification des exigences et du processus de sélection, l'organisme doit donner à chaque candidate et candidat les informations pertinentes pour qu'elle et il soit en mesure de préparer correctement leur dossier.

L'organisme ne peut en aucun cas faire des offres formelles à la candidate ou au candidat rencontré avant la date fixée par la Faculté de droit.

B. L'organisme doit offrir un milieu de stage accueillant, structuré et organisé de manière à ce que les stagiaires s'y sentent à l'aise et connaissent bien les tâches qui leur seront confiées, à court et à long terme.

Dans certaines situations, il est souhaitable d'établir un plan de travail, présenté et expliqué aux stagiaires. Ce plan peut être modifié en fonction des besoins de l'organisme et de toute difficulté rencontrée par les stagiaires ou inhérente au déroulement du travail.

C. Le ou la maître de stage doit assurer un suivi du travail des stagiaires par un encadrement constant et adapté à leur personnalité et aux types de tâches qui leur sont confiées. Pour accomplir cette tâche, le ou la maître de stage peut se faire assister par d'autres personnes œuvrant dans l'organisme.

D. L'organisme doit fournir du travail aux stagiaires pour une période de **huit (8) heures par semaine**, et ce, pour les trimestres d'automne et d'hiver. Dans chaque cas, le nombre de semaines d'activités est conforme au calendrier des activités académiques, transmis en début d'année scolaire. Pour plus de précisions, voir la rubrique « **Déroulement du stage** » (supra point B, page 7).

E. L'organisme doit fournir un **rapport de stage**, à la **fin de chacun des trimestres d'automne et d'hiver**, en répondant aux questions qui lui sont transmises par courriel par la responsable universitaire. Chacun de ces rapports comporte une partie générale qui concerne les différents aspects du déroulement de l'activité. Cette partie doit être complétée autant de fois que le nombre de stagiaires reçus par l'organisme.

La seconde partie de chaque rapport concerne l'évaluation de chacun des stagiaires. Elle doit permettre de faire ressortir les points forts et les points faibles et de confirmer le ou la stagiaire satisfait ou non aux exigences académiques de cette activité. Cette partie du rapport doit être transmise à la responsable universitaire et à chaque stagiaire concerné afin qu'il ou elle soit en mesure d'en discuter avec son ou sa maître de stage et d'identifier les mesures à envisager pour s'améliorer.

À cette occasion, l'organisme peut identifier ses propres forces et faiblesses et, s'il le juge utile, il peut apporter des modifications au déroulement du stage pour le trimestre suivant.

F. L'organisme doit veiller à la bonne intégration des stagiaires et doit leur permettre de faire valoir ou de développer tant leurs compétences académiques ou professionnelles que leurs aptitudes personnelles et leur sens de l'initiative.

3. Règles relatives à l'encadrement académique

A. La responsable des stages agit à titre **de personne-ressource auprès des stagiaires et des maîtres de stage des organismes**. Elle s'assure de la qualité et de la quantité des tâches accomplies par les stagiaires, comme de leur professionnalisme à l'égard des membres et de la clientèle de l'organisme.

B. La responsable des stages organise et anime les réunions des stages en milieu communautaire. Au trimestre d'automne, **elle rencontre tous les stagiaires individuellement**, selon une grille horaire préétablie afin de s'assurer que le stage se déroule selon les attentes de toutes les personnes impliquées et les exigences pédagogiques de la Faculté de droit. Au trimestre d'hiver, elle convie tous les stagiaires à une rencontre en sous-groupes.

C. La responsable des stages répond à toute demande d'information des stagiaires. À ce titre, elle peut être appelée à donner les conseils et l'assistance nécessaires au bon déroulement du stage.

D. Dans la mesure du possible, la responsable des stages communique avec les maîtres de stage de chacun des organismes, pour confirmer de la bonne marche des activités. Elle doit assurer un suivi pendant toute la durée du stage et exiger les changements qui s'imposent pour que tout stagiaire satisfasse aux exigences requises ou pour améliorer le stage, de façon à justifier toute mention de réussite. Compte tenu du grand nombre de stagiaires et d'organismes, il est entendu qu'elle **donne priorité** aux situations où elle a pu pressentir des difficultés à la suite des rencontres individuelles avec les stagiaires. Il est donc **indispensable que les maîtres de stages répondent le plus rapidement possible à ses appels ou à ses courriels**.

E. La responsable des stages prend connaissance des rapports de stage, et s'il y a lieu, peut modifier le nombre de stagiaires qu'un organisme sera autorisé à recevoir dans l'avenir, comme elle peut suspendre les activités de stage chez un organisme ou pour un ou une stagiaire en particulier. La responsable des stages peut aussi apporter tout autre changement qui lui semble approprié.

Personnes-ressources

Sarah Elizabeth Fortin

Responsable des stages en milieu communautaire
Faculté de droit
Pavillon Maximilien Caron, Bureau A-8462

T 514 343-7441

Courriel : sarah.fortin.2@umontreal.ca

Josée Aspinall

Directrice de la clinique juridique, des activités pratiques et du développement professionnel
Faculté de droit
Pavillon Maximilien-Caron, Bureau A-9442

T 514 343-2292

Courriel : josee.aspinall@umontreal.ca

PROCESSUS DE SÉLECTION

Pour le processus de sélection prévu à la session d'hiver 2025, toutes les communications doivent être faites par courriel à l'adresse suivante :

Sarah.fortin.2@umontreal.ca

1. Étapes préliminaires

A. Réunion d'information

Mercredi 12 février 2025 de 11h30 à 12h30 - Réunion d'information spécifique concernant les stages en milieu communautaire.

B. Description des stages

Les étudiantes et étudiants **intéressés** peuvent consulter le présent document contenant les **fiches descriptives des organismes** offrant des stages en milieu communautaire sur le site : <https://droit.umontreal.ca/programmes-clinique-et-stages/stages-communautaires/>

C. Signification d'intérêt (démarche obligatoire)

Les étudiantes et étudiants doivent **impérativement** signifier leur intérêt pour un stage en milieu communautaire en complétant le « **Formulaire de préinscription au DRT3941 – Stage en milieu communautaire** » disponible en ligne sur le site des services académiques : <https://services2.droit.umontreal.ca/>, sous l'onglet « Programme d'échange et formation pratique », sous la rubrique « Inscription aux activités de formation pratique ».

Ce formulaire doit être impérativement rempli à compter du 13 février 2025 et **avant le vendredi 28 février 2025 à 15 h 30.**

D. Confirmation des candidates et candidats retenus

Semaine du 3 au 7 mars 2024 : les candidates et candidats retenus seront informés par courriel via leur adresse umontreal.ca.

À cette étape du processus, le seul critère de sélection appliqué concerne les résultats académiques. Toute candidature d'une étudiante ou d'un étudiant en situation d'échec est écartée.

E. Informations sur les organismes

Les candidates et candidats stagiaires doivent d'abord consulter attentivement les fiches descriptives des organismes (contenues dans le présent document, section « Fiches descriptives des organismes », *infra*) pour bien comprendre les caractéristiques des stages offerts et identifier ceux qui les intéressent.

Les candidates et candidats stagiaires auront l'occasion de rencontrer les différents organismes lors de la soirée

d'accueil prévue le 12 mars 2025 de 16h à 18h devant la clinique juridique dans le hall menant à la cafétéria.

F. Envoi des dossiers de candidature aux organismes

Du 13 mars au 20 mars 2025 à midi : les étudiantes et étudiants doivent envoyer directement aux organismes de leur choix leur dossier de candidature. Elles et ils sont invités à consulter le **Tableau des documents requis par les organismes** avant de procéder à l'envoi (contenu dans le présent document, *infra*).

Chaque étudiante et étudiant **ne peut envoyer plus de cinq (5) dossiers** de candidature aux organismes qui offrent un stage.

Avant le 20 mars 2025 à 12h (midi), l'étudiante ou l'étudiant doit :

Signifier son choix des organismes convoités en complétant le « **Formulaire pour indiquer vos préférences d'organismes - DRT3941 - Stage en milieu communautaire** » - disponible sur le site des services académiques : <https://services2.droit.umontreal.ca/>, sous l'onglet « Programme d'échange et formation pratique » sous la rubrique « Inscription aux activités de formation pratique ».

2. Étapes de sélection par les organismes

A. Premier contact avec les étudiantes et les étudiants

Entre le 20 mars et le 4 avril 2025 : les organismes contactent les étudiantes et étudiants qui leur ont transmis un dossier de candidature afin de fixer les rendez-vous pour les entrevues de sélection. C'est à ce moment que les organismes doivent informer les candidates et candidats au sujet des documents qu'ils doivent produire et qui sont manquants, en précisant le délai pour y remédier et en donnant toute autre information pertinente pour satisfaire à leurs exigences.

Certains organismes ont recours à un **processus de présélection** sur la base de documents spécifiques ou de toute autre exigence, tel que mentionné dans leur fiche descriptive. Par contre, lorsque le nombre de candidatures le justifie ou pour tout autre motif valable, l'organisme peut modifier son mode de sélection ou ajouter un processus de présélection des stagiaires. Il importe alors que ces modifications soient apportées dans un **délai raisonnable** avant la période prévue pour les entrevues et que les candidates et candidats et la personne responsable des stages en soient **avisés** dans ce même délai.

En toute circonstance, il est de la **responsabilité des candidates et candidats** de vérifier si leur dossier de candidature est conforme aux exigences déjà prévues, en consultant le **Tableau des documents requis par les organismes** dans le présent document.

B. Période d'entrevues

Du 20 mars au 4 avril 2025 : durant cette période, **aucune offre officielle** ne doit être faite aux stagiaires. Il est, en effet, dans l'intérêt tant des candidates et candidats que des organismes de faire en sorte que les candidates et candidats **se présentent à toutes les entrevues prévues** et que les organismes rencontrent tous les étudiantes et étudiants sélectionnés. Cela évite aux organismes de se mettre dans une position où ils ne pourront remplir leurs promesses et de mettre leur vis-à-vis dans une situation fort embarrassante.

En cas d'absence ou de retard imprévu, il est de la responsabilité des étudiantes et étudiants d'en informer l'organisme dans les plus brefs délais et vice-versa.

C. Offres de stages et de services

Au bénéfice de tous, il est extrêmement important que les organismes respectent la procédure commune qui suit.

Dates importantes :

Le vendredi 4 avril 2025, avant 16 h, tous les organismes doivent informer directement les étudiantes et étudiants à qui ils désirent faire une offre de stage, par téléphone ou par courriel. **Seuls les premiers choix** sont considérés à cette étape. Les organismes sont invités à attendre le second tour avant de faire des offres aux candidates et candidats qui représentent leur deuxième ou leur troisième choix.

Le lundi 7 avril 2025, avant 16h, les étudiantes et étudiants **doivent répondre**, par téléphone ou par courriel, aux organismes qui leur ont fait une offre de stage, en indiquant clairement leur acceptation ou leur refus. Aucune acceptation conditionnelle ne pourra être considérée par les organismes.

Le mardi 8 avril 2025 avant 16h, les organismes qui n'ont pas comblé tous leurs besoins de stagiaires sont invités à procéder au **second tour** et à communiquer avec les autres étudiantes et étudiants dont ils ont retenu la candidature et à qui ils désirent faire une offre de stage, par téléphone ou par courriel.

Le mercredi 9 avril 2025, avant 16h, les étudiantes et étudiants **doivent répondre**, par téléphone ou par courriel, aux organismes qui leur ont fait une offre de stage au second tour, en indiquant clairement leur acceptation ou leur refus. Aucune acceptation conditionnelle ne pourra être considérée par les organismes. Les étudiantes et étudiants ne doivent pas voir dans ce second tour un intérêt inférieur des organismes à leur endroit, mais sont invités à comprendre qu'ils se trouvaient en concurrence avec d'autres collègues.

Une étudiante ou un étudiant qui a accepté un stage au premier tour ne peut, après l'acceptation, s'en désister pour accepter une autre offre reçue au second tour.

Après le second tour, les étudiantes et étudiants qui n'ont pas trouvé de lieu de stage et les organismes qui n'ont pas satisfait tous leurs besoins de stagiaires doivent communiquer **le jeudi 10 avril 2025, avant 16 h,** avec la responsable des stages en milieu communautaire— **Sarah Elizabeth Fortin** : sarah.fortin.2@umontreal.ca - qui organisera d'ultimes tentatives de jumelage.

3. Étape finale

Le jeudi 10 avril 2025, avant 16h, tant les étudiantes et étudiants que les organismes doivent informer de leur jumelage, par courriel adressé à Anne-Cécile N'guessan, avec Sarah Fortin en cc:

Anne-Cécile N'guessan

Technicienne en coordination du travail de bureau
Faculté de droit
Pavillon Maximilien Caron, A-9431
514 343-1760

Résumé des dates importantes à retenir

Mercredi 12 février 2025 11 h 30	Réunion d'information spécifique concernant les stages en milieu communautaire. Les étudiant(e)s intéressé(e)s peuvent consulter les fiches descriptives des organismes offrant des stages en milieu communautaire dans le présent guide.
Jeudi 13 février au vendredi 28 février 2025 15 h 30	Période de signification d'intérêt envers les stages en milieu communautaire en complétant le formulaire en ligne « Formulaire de préinscription au DRT3941 – Stage en milieu communautaire » au https://services2.droit.umontreal.ca/ , sous l'onglet « Programme d'échange et formation pratique », sous la rubrique « Inscription aux activités de formation pratique »
Lundi 3 au vendredi 7 mars 2025	Les candidat(e)s présélectionné(e)s sont informé(e)s par courriel via leur adresse umontreal.ca.
Mercredi 12 mars 2025 16 h	Soirée-rencontre avec les organismes communautaires pour les étudiant(e)s présélectionné(e)s.
Jeudi 13 mars au jeudi 20 mars 2025 à 12 h	Envoi des dossiers de candidature aux organismes choisis par les étudiant(e)s. MAXIMUM : 5 dossiers. Les étudiant(e)s doivent signifier leur choix d'organismes convoités en remplissant le formulaire en ligne « Formulaire pour indiquer vos préférences d'organismes - DRT3941 - Stage en milieu communautaire » : https://services2.droit.umontreal.ca/ , sous l'onglet « Programme d'échange et formation pratique », sous la rubrique « Inscription aux activités de formation pratique ».
Vendredi 21 mars au vendredi 4 avril 2025	Les organismes présélectionnent les dossiers et contactent les étudiant(e)s retenu(e)s afin de fixer les rendez-vous pour les entrevues. Période d'entrevues. À cette étape, aucune offre ne doit être faite aux étudiant(e)s.
Vendredi 4 avril 2025 Avant 16 h	Les organismes communiquent une offre de stage aux étudiant(e)s représentant leur premier choix, par téléphone ou par courriel.
Lundi 7 avril 2025 Avant 16h	Les étudiant(e)s répondent, par téléphone ou par courriel, aux organismes qui leur ont adressé une offre de stage, pour signifier leur acceptation ou leur refus.
Mardi 8 avril 2025 Avant 16 h	Les organismes procèdent au second tour du jumelage en communiquant une offre de stage, par téléphone ou par courriel, aux autres étudiant(e)s dont ils ont retenu la candidature.
Mercredi 9 avril 2025 Avant 16 h	Les étudiant(e)s répondent, par téléphone ou par courriel, aux organismes qui leur ont adressé une offre de stage au second tour, pour signifier leur acceptation ou leur refus. Un(e) étudiant(e) qui a accepté un stage au premier tour ne peut, après l'acceptation, s'en désister pour accepter une autre offre reçue au second tour.

Jeudi 10 avril 2025 Avant 16 h	Les organismes et les étudiant(e)s confirment, par courriel, leur jumelage à Anne-Cécile N'Guessan, technicienne en coordination du travail de bureau (anne-cecile.nguessan@umontreal.ca). Les organismes et les étudiant(e)s toujours en recherche contactent la responsable des stages : Sarah Fortin – sarah.fortin.2@umontreal.ca
Jeudi 10 avril au jeudi 17 avril 2025	La responsable des stages met en contact les organismes et les étudiant(e)s n'ayant pas été jumelé(e)s.
Septembre 2025	Rencontre en sous-groupes avec la responsable des stages (Dates à confirmer)
Octobre 2025	Rencontres individuelles avec la responsable des stages (Dates à confirmer)
Début décembre 2025 Avant 17 h	Date limite – Remise du rapport initial des étudiant(e)s et des maîtres de stage pour la session d'automne
Février 2026	Rencontres en sous-groupe de 10 étudiant(e)s avec la responsable (Dates à confirmer)
Avril 2026 Avant 17 h	Date limite – Remise du rapport final des étudiant(e)s et des maîtres de stage pour la session d'hiver

Liste des organismes par secteur

Animaux	
SPCA	p. 85
Consommation	
ACEF DU NORD	p. 21
OPTION CONSOMMATEURS	p. 78
Environnement	
CENTRE QUÉBÉCOIS DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT	p. 38
Organismes à vocation générale	
CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	p. 34
CLINIQUE JURIDIQUE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL – DIVISION CONSEIL	p. 40
CLINIQUE JURIDIQUE DE SAINT-MICHEL	p. 42
ÉDUCALOI	p. 57
JURIPOP	p. 65
LE COLLECTIF JURIDIQUE	p. 70
PROJET GENÈSE	p. 83
Femmes, conjoints, familles et communautés ethnoculturelles	
ATLAS – CENTRE DE PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ - CÔTE-DES-NEIGES	p. 28
BOUCLIER D'ATHÉNA	p. 32
CENTRE DES FEMMES DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	p. 36
CONCERTATION-FEMME	p. 55
INFORM'ELLE	p. 63
LA MAISON BLEUE	p. 68
Immigration	
ACTION RÉFUGIÉS MONTRÉAL	p. 24
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES AVOCATS ET AVOCATES EN IMMIGRATION	p. 26
Logement	
COMITÉ D'ACTION DES CITOYENNES ET CITOYENS DE VERDUN	p. 45
COMITÉ LOGEMENT DU PLATEAU MONT-ROYAL	p. 47
COMITÉ LOGEMENT LACHINE-LASALLE	p. 49
COMITÉ LOGEMENT DE MONTRÉAL-NORD	p. 53
COMITÉ LOGEMENT ROSEMONT	p. 51
INFOLOGIS DE L'EST DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	p. 61
LOGISACTION NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	p. 74
P.O.P.I.R. – COMITÉ LOGEMENT	p. 81
Travail	
AU BAS DE L'ÉCHELLE	p. 30

GRUPE D'AIDE ET D'INFORMATION SUR LE HARCÈLEMENT SEXUEL AU TRAVAIL (GAIHST)	p. 59
MOUVEMENT ACTION-CHÔMAGE DE MONTRÉAL	p. 76

Tableau des documents requis par les organismes

ORGANISME	C.V.	Lettre de présentation	Relevé de notes	AUTRES	Mode de transmission
ACEF du Nord	X	X			Courriel ou télécopieur
Action réfugiés Montréal	X	X		Entrevues en personne pour les candidat(e)s retenu(e)s après la première sélection.	Courriel
Association québécoise des avocats et avocates en immigration (AQAADI)	X	X			Courriel
Atlas – Centre de pédiatrie sociale en communauté	X	X	X		Courriel
Au bas de l'échelle	X	X	X	Entrevues individuelles à la suite d'une pré-sélection basée sur les	Courriel
Bouclier d'Athéna	X	X			Courriel
Centre de justice de proximité du Grand Montréal	X	X			Courriel
Centre des femmes de Rivière-des-Prairies	X	X			Courriel
Centre québécois du droit de l'environnement	X	X	X		Courriel
Clinique juridique de l'Université de Montréal – Service-conseil	X	X	X	Entrevues en personne	Courriel
Clinique juridique de Saint-Michel	X	X	X		Courriel

ORGANISME	C.V.	Lettre de présentation	Relevé de notes	AUTRES	Mode de transmission
Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun	X	X			Courriel
Comité logement du Plateau Mont-Royal	X	X			Courriel (les documents doivent obligatoirement être en format PDF)
Comité logement Lachine-Lasalle	X	X		Quelques lignes sur les objectifs personnels de stage et de vos attentes sur le plan de l'encadrement et de la supervision.	Courriel
Comité logement Rosemont	X	X			Courriel en format PDF ou par la poste
Comité logement de Montréal-Nord	X	X			Courriel
Concertation-Femme	X	X			Courriel
Éducaloi	X	X	X		Courriel
Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail (GAIHST)	X	X			Courriel
Infologis de l'Est de l'île de Montréal	X	X			Courriel
Inform'elle	X	X	X		Copie papier, courriel ou télécopieur

ORGANISME	C.V.	Lettre de présentation	Relevé de notes	AUTRES	Mode de transmission
Juripop	X	X	X		Courriel
La Maison Bleue	X	X	X	Entrevue individuelle	Courriel
Le Collectif juridique	X	X			Courriel
LogisAction Notre-Dame-de-Grâce	X	X			Courriel
Mouvement Action-Chômage de Montréal	X	X			Télécopieur de préférence ou courriel
Option consommateurs	X	X	X		Courriel
P.O.P.I.R. – Comité logement	X	X			Courriel
Projet Genèse	X	X			Courriel ou télécopieur
SPCA	X	X	X	Deux textes d'une à deux pages que vous avez rédigés vous- même, un en français et un en anglais.	Courriel

Fiches descriptives des organismes

ACEF DU NORD DE MONTRÉAL

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	7500, avenue de Chateaubriand	Site Internet :	www.acefnord.org
Ville :	Montréal	Métro à proximité :	Jean-Talon
Code postal :	H2R 2M1	Nombre de stages :	2
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	Roxanne Guillemette	Téléphone :	514 277-7959
Titre :	Responsable de la défense des droits	Poste :	203
Courriel :	roxanne@acefnord.org	Télécopieur :	
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Roxanne Guillemette		
Formation :	Droit international, Relations publiques		
Type de suivis :	Hebdomadaire et au besoin		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<u>Principaux objectifs</u> L'ACEF du Nord de Montréal est un organisme de défense collective des droits dont la mission est de défendre les intérêts des consommateurs. Nous visons également à informer les gens des dangers liés à la problématique de l'endettement et à permettre aux gens d'acquérir une méthode pour mieux planifier leur budget.			
<u>Activités et/ou services offerts</u> L'ACEF du Nord offre et développe de multiples ateliers et séances d'information pour éduquer la population en matière de consommation : budget, droit des consommateurs et solutions à l'endettement. Plusieurs services individuels sont également offerts : <ul style="list-style-type: none">• consultations budgétaires pour aider des citoyen.ne.s vulnérables à trouver une solution à leur situation d'endettement,• consultations pour les individus ayant un problème avec un.e commerçant.e ou voulant s'informer sur leurs droits en tant que consommateur.trice,• négociation d'entente de paiement avec Hydro-Québec en cas de défaut de paiement. Pour chacun de ces services et ateliers, l'ACEF du Nord se donne pour mission de développer l'esprit critique des individus face à la société de consommation. L'intervention individuelle n'étant pas suffisante pour amener un changement durable, l'ACEF du Nord mobilise également ses membres ainsi que la communauté dans le cadre de plusieurs luttes sociales, notamment, la lutte contre la pauvreté, contre la précarité énergétique, pour la gratuité du transport collectif et pour la sécurité alimentaire. Tous les services offerts par l'ACEF sont gratuits.			

Clientèle cible

Dans le cadre de son travail et de la majorité de ses interventions, l'ACEF du Nord se préoccupe prioritairement de la situation des personnes à faible revenu (petits salariés, retraité.e.s, sans-emploi, étudiant.e.s). Toutefois, certaines activités comme la consultation budgétaire et le service d'aide aux consommateurs s'adressent à toutes et tous peu importe leurs revenus.

DOMAINES D'INTERVENTION (%)

1)	Droit de la consommation	30 %	4)		
2)	Budget	35 %	5)		
3)	Endettement	35 %	6)		

COMPOSITION DU PERSONNEL

Domaines de formation des intervenant(e)s :	Sciences sociales, droit
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :	Non
Domaines d'études des autres stagiaires :	

EXIGENCES GÉNÉRALES

Niveau de formation :	2 ^e ou 3 ^e année		
Horaire :	1 journée par semaine - 9h à 16h30		
Langues parlées :	Français, autre langue un atout	Langues écrites :	Français, autre langue un atout
Autres :	Le stage se déroule à 100% en présentiel à nos bureaux.		

FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES

Présentation des principes de base du droit de la consommation et formation sur l'intervention auprès de personnes en situation vulnérable.

Période de formation :	Été ou automne	Durée :	1 journée
------------------------	----------------	---------	-----------

PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)

- Autonomie, initiative et esprit critique
- Analyse des enjeux sociaux
- Esprit d'équipe
- Capacité d'écoute
- Empathie pour les personnes en situation vulnérable
- Intérêt pour le droit de la consommation et les droits sociaux
- Intérêt pour les questions de justice sociale

DESCRIPTION DU STAGE

La tâche principale des stagiaires sera de traiter les demandes du service d'aide aux consommateurs de l'ACEF du Nord :

- Donner de l'information juridique par téléphone, par courriel et en personne aux participants de l'organisme.
- Suivi et assistance pour certains cas, notamment par l'aide à la rédaction d'une mise en demeure, dépôt d'une plainte à l'Office de la protection du consommateur, dépôt d'une demande à la CPRST, rédaction de lettre à un Ombudsman, appel avec un commerçant, etc.
- Rédaction de suivis et mises à jour de la base de données de l'organisme

Les stagiaires seront également amenés à faire des recherches en droit de la consommation et à vulgariser l'information.

- Aide à l'élaboration de documents informatifs pour nos participants (dépliants, fiches d'information)
- Possibilité de construire et d'animer un atelier de vulgarisation ayant pour thème un sujet de droit de la consommation.

ACTION RÉFUGIÉS MONTREAL

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	1439, Sainte-Catherine Ouest, suite 2	Site Internet :	www.actionr.org
Ville :	Montréal	Métro à proximité :	Guy-Concordia (sortie Guy)
Code postal :	H3G 1S6	Nombre de stages :	1-2
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	Jenny Jeanes	Téléphone :	514 935-7799
Titre :	Coordonnatrice des	Poste :	
Courriel :	jeanes@actionr.org	Télécopieur :	514 935-9848
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Jenny Jeanes		
Formation :	Travail social		
Type de suivis :	Hebdomadaire		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<u>Principaux objectifs</u>			
ARM est un organisme sans but lucratif qui intervient auprès des personnes qui sont détenues au Centre de surveillance de l'immigration (CSI).			
<u>Activités et/ou services offerts</u>			
Nous visitons le centre de surveillance de l'immigration à Laval chaque semaine pour offrir du soutien aux personnes détenues pour fins d'immigration. Le soutien inclus : informations juridiques et administratives, références à des avocats et à d'autres ressources, évaluation des besoins. Nous offrons les mêmes services par téléphone les autres jours de la semaine. Nous observons des audiences de contrôle des motifs de détention.			
<u>Clientèle cible</u>			
Personnes détenues (pour fins d'immigration), avec priorité pour les demandeurs d'asile et les personnes			
DOMAINES D'INTERVENTION (%)			
1)	Immigration	100 %	
Domaines de formation des intervenants :		Travail social	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM		Oui	
Domaines d'études des autres stagiaires :		Droit, travail social, criminologie	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation	3 ^e année (ou si l'étudiant a déjà des études universitaires dans un autre domaine)		
Horaire :	Une journée entière devrait normalement être consacrée au stage. Les activités incluent de l'observation d'audiences et des visites au centre de détention.		
Langues parlées :	Français <u>et</u> anglais	Langues écrites :	Français <u>ou</u> anglais

Autres:	<p>Le bilinguisme est nécessaire pour pouvoir effectuer des interventions et pour pouvoir observer les audiences, qui peuvent se tenir en anglais ou en français car il s'agit d'un tribunal fédéral.</p> <p>Une troisième langue est un atout mais pas une obligation. Pour participer pleinement aux visites régulières, une cote de fiabilité fédérale doit être obtenue, sinon il est possible de faire des visites dans les heures de visites publiques. Une vérification des antécédents seront fait auprès de la SPVM.</p>		
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
L'étudiant.e bénéficiera d'une formation continue en fonction des tâches qui lui seront confiées.			
Période de	Automne	Durée :	
PROFIL DE L'ÉTUDIANT.E RECHERCHÉ.E			
<p>L'étudiant.e qui désire faire son stage au sein d'ARM devra être autonome, flexible, avoir une grande capacité d'écoute et être ouvert.</p>			
DESCRIPTION DU STAGE			
<p>Au début du stage, une formation est offerte sur les procédures de la détention et l'intervention auprès des personnes détenues. Par la suite, une formation continue est donnée par la superviseure de stage.</p> <p>Il est idéal de consacrer une journée entière au stage. En général, l'étudiant.e observe une audience le matin et visite le centre de détention en après-midi.</p> <p>Le centre se trouve dans l'est de Laval (300, Montée St-François). L'organisme couvre les frais de transport au centre mais il est possible que certains trajets soient faits en autobus.</p> <p>Plus d'information sera donnée aux étudiant.e.s rencontré.e.s en entrevue.</p>			

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES AVOCATS ET AVOCATES EN IMMIGRATION (AQAADI)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Nom	AQAADI- Association québécoise des avocats et avocates en immigration		
Adresse :	302 Saint-Antoine Est	Site Internet :	https://www.aqaadi.com/fr/
Ville :	Montréal	Métro à proximité :	Champ de Mars
Code postal :	H2Y 1A3	Nombre de stages :	2
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	Me Stéphanie Valois	Téléphone :	514 879-1432
Titre :	Avocate	Poste :	
Courriel :	sv@stephanievalois.ca	Télécopieur :	514 437-4464
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Me Stéphanie Valois		
Formation :	Avocate		
Type de suivis	Supervision		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>L'association des avocats et avocates en droit de l'immigration (AQAADI) a été fondée en 1991 et regroupe plus de 500 avocats et avocates à travers le Québec qui œuvrent dans le domaine particulier du droit de l'immigration et de la protection des réfugiés.</p> <p>Essentiellement, notre premier objectif est de représenter nos membres auprès des différents intervenant(e)s que ce soit les tribunaux ou les instances gouvernementales. De plus, nous veillons à défendre, promouvoir et faire connaître les principes de droits dans les divers domaines du droit de l'immigration.</p> <p><u>Activités et/ou services offerts/Clientèle cible</u></p> <p>Notre association est très active et œuvre à plusieurs niveaux que ce soit en organisant de nombreuses formations et permettant à nos membres d'échanger sur un forum de discussion. Nous intervenons également devant les tribunaux et dans les médias pour des questions reliées aux lois et politiques en matière de citoyenneté, de protection des réfugiés et d'immigration. Nous collaborons avec toutes les instances devant lesquelles nos membres représentent leurs client(e)s, que ce soit la commission de l'immigration et du statut de réfugié, la Cour fédérale, Immigration, Réfugiés. Finalement, nous intervenons dans certains dossiers devant les tribunaux et la Cour.</p>			
DOMAINES D'INTERVENTION (%)			
1)	Immigration	100 %	4)
2)			5)
3)			6)
COMPOSITION DU PERSONNEL			
Me Stéphanie Valois		coprésidente	
Me Laurence Trempe		coprésidente	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :		2 ^e ou 3 ^e année	
Horaire : à discuter		1 journée ou 2 demi-journées	
Langues parlées :	Français et anglais	Langues écrites :	Français
Autres : s/o			

FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Période de formation :	Automne	Durée :	Session universitaire
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
<ul style="list-style-type: none"> • Compétente en recherche législative et jurisprudentielle • Très bonne rédaction en français • Compréhension de l'anglais écrit 			
DESCRIPTION DU STAGE			
<p>L'étudiant(e) stagiaire sera supervisé(e) par la coprésidente de l'association et les autres membres selon les projets offerts.</p> <p>Le travail pourra se faire en partie à distance et dans les bureaux de la maître de stage.</p> <p>Recherche et rédaction sur les projets d'intervention devant les tribunaux dont rédaction de projets de mémoire, recherche de jurisprudence, demandes d'accès à l'information, etc.</p> <p>Recherche et rédaction sur des propositions de modifications législatives et de projets de loi.</p> <p>Compte-rendu de jurisprudence sur des thèmes particuliers.</p> <p>Demandes d'accès à l'information.</p>			

ATLAS - CENTRE DE PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ DE CÔTE-DES-NEIGES

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Adresse :	3600 Av. Kent		Site Internet : www.cpscatlas.org		
Ville :	Montréal, QC		Station de métro : Côte-des-Neiges ou Plamondon		
Code postal :	H3S 1N2		Nombre stages : 1		
Langues parlées :	Français, anglais				
PERSONNE-RESSOURCE					
Nom :	Evelyne Hélie		Téléphone : (514) 341-2220		
Titre :	Avocate		Poste : 509		
Courriel :	ehelie@pediatriesociale.org		Télécopieur : (514) 341-7574		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME					
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Le CPSC Atlas est ancré dans la communauté de Côte-des-Neiges et offre des soins et services aux enfants du quartier dont le développement est compromis par des conditions de vie difficiles. Alliant la médecine, les sciences sociales et le droit, le modèle de l'organisme se base sur le respect et la mise en œuvre des droits fondamentaux de l'enfant et sur l'engagement du cercle protecteur de l'enfant envers son bien-être. Ainsi, grâce à son équipe multidisciplinaire (pédiatres, avocate, travailleuses sociales, thérapeutes, éducatrices, etc.), à ses bénévoles, et à l'ensemble de ses partenaires, le CPSC Atlas soigne et outille les enfants pour la vie.</p>					
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <p>Le CPSC Atlas offre divers services pour assurer l'accès aux soins et services au plus grand nombre d'enfants issus de milieux de vie difficiles du quartier. Suivant la co-construction d'un plan d'intervention par l'enfant, sa famille et l'équipe d'intervenant(e)s impliqué(e)s, nous leur offrons des services médicaux, éducatifs, psychosociaux, psychoéducatifs, thérapeutiques ainsi que des services d'accompagnement juridiques. L'offre des soins et services par le CPSC Atlas s'inscrit de plus dans une approche complémentaire avec les autres organismes du quartier Côte-des-Neiges.</p>					
<p><u>Clientèle cible</u></p> <p>La clientèle cible sont les enfants (0 à 17 ans) du quartier de Côte-des-Neiges dont le développement est compromis ou peut être compromis par des conditions de vie difficiles, et leurs familles. Offrant nos services dans un des quartiers les plus multiculturels de Montréal, les enfants et familles suivis sont principalement issus de familles immigrantes.</p>					
DOMAINES D'INTERVENTION					
Indiquez les six (6) domaines d'intervention occupant la plus grande partie (en %) des activités de votre organisme :					
1. Logement	(30 %)	2. Familial	(20 %)	3. Protection de la jeunesse	(10 %)
4. Immigration	(30 %)	5. Droit administratif	(10 %)	6.	(%)

DONNÉES RELATIVES À LA COMPOSITION DU PERSONNEL	
Domaines de formation des intervenant(e)s : <ul style="list-style-type: none"> • Développement de l'enfant • intervention auprès d'enfants en situation de vulnérabilité (médecine, travail social, psychoéducation, droit, art-thérapie, éducation spécialisée, orthophonie, etc.) 	
Présence habituelle de stagiaires autres que ceux de la Faculté de droit de l'Université de Montréal :	Oui
Domaine(s) d'étude des autres stagiaires :	Médecine, travail social et psychoéducation
EXIGENCES PARTICULIÈRES DE L'ORGANISME	
Exigences générales : Au niveau de la formation : 3 ^e année Au niveau de l'horaire : 1 journée/semaine ou 2 demi-journées/semaine Langues parlées : Français et anglais Langues écrites : Français et anglais Autres : Avoir suivi le cours DRT3803 Droit de l'enfant ou y être inscrit à l'hiver 2025	
Formation particulière : Formation particulière offerte par l'organisme <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non aux stagiaires : Description : Formation sur le portail de l'Institut de pédiatrie sociale en communauté (« IPSC ») et observation clinique Période de la formation Automne Durée : 14 hrs (7 hrs formation Portail IPSC et 7 hrs observation)	
Profil de l'étudiant(e) recherché(e) : Respect, empathie, bienveillance, non-jugement, discrétion, rigueur professionnelle et habiletés en vulgarisation du droit.	
MAÎTRE DE STAGE	
Nom de la personne responsable du suivi :	Me Evelyne Hélie
Domaine de formation :	Droit
Type de suivi :	Bimensuel
DESCRIPTION DU STAGE	
<u>Description des tâches du stagiaire :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Participer aux rencontres transdisciplinaires d'orientation-évaluation afin de dépister les sources de stress toxique et d'identifier les enjeux juridiques vécus par les enfants et leurs familles • Participer aux discussions cliniques avec divers intervenant(e)s • Rencontrer des enfants et familles vivant des enjeux juridiques et établir une théorie de la cause • Effectuer des recherches juridiques (lois, règlements, conventions internationales, jurisprudence) • Rédiger des mémos juridiques • Développer des outils juridiques vulgarisés au profit des enfants, familles et intervenant(e)s • Participer à des projets de participation des enfants • Participer à des projets menés par divers intervenant(e)s • Concevoir et coanimer des ateliers juridiques. 	

AU BAS DE L'ÉCHELLE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Adresse :	500, boul. Gouin Est #207		Site internet :	www.aubasdelechele.ca	
Ville :	Montréal		Métro à proximité :	Henri-Bourrassa	
Code postal :	H3L 3R9		Nombre de stages :	2	
PERSONNE-RESSOURCE					
Nom :	Cynthia Bergeron		Téléphone :	514 270-7863	
Titre :	Responsable des services d'information juridique		Poste :	26	
Courriel :	cbergeron@aubasdelechele.ca		Télécopieur	514 270-7726	
MAÎTRE DE STAGE					
Nom :	Cynthia Bergeron				
Formation :	Pluridisciplinaire avec majeure en études féministes				
Type de suivis :	Quotidien				
DESCRIPTION DE L'ORGANISME					
<u>Principaux objectifs :</u>					
<p>Au bas de l'échelle est un groupe d'éducation populaire et de défense des droits des personnes non syndiquées au Québec. Depuis 1975, nous offrons plusieurs services d'information et de formation sur les droits au travail (congétiement, harcèlement psychologique, pratiques interdites, etc.) et menons des actions politiques non partisans afin d'améliorer les droits des travailleuses et travailleurs non syndiqué.e.s, particulièrement en ce qui concerne la Loi sur les normes du travail.</p>					
<u>Activités et/ou services offerts :</u>					
<p>La mission d'Au bas de l'Échelle s'exprime de deux façons :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Éducation populaire : par l'entremise de nos services, nous informons chaque année des milliers de personnes sur les normes du travail, sur le harcèlement psychologique et sur d'autres lois ou recours concernant le milieu du travail. Gratuite et confidentielle, la ligne d'information téléphonique représente un élément important de nos services d'information. De cette façon, nous informons des travailleuses et travailleurs vivant des problèmes au travail sur leurs droits et leurs recours. Le service d'information téléphonique nous permet également de mieux connaître et de documenter les conditions de travail vécues par les personnes non syndiquées, les difficultés auxquelles elles se heurtent dans le cadre de leur emploi ainsi que les stratégies déployées par leurs employeurs afin d'éluder l'application des lois, principalement en ce qui concerne la <i>Loi sur les normes du travail</i>. Notre site web constitue un autre élément important de nos services d'information. Celui-ci contient de nombreuses informations et ressources vulgarisées sur les normes du travail, mais aussi sur le <i>Code civil du Québec</i>, la <i>Charte des droits et libertés de la personne</i>, la <i>Loi sur l'équité salariale</i> et l'accès à la syndicalisation, ainsi que plusieurs conseils pratiques. Nous offrons également des séances de formation sur les normes du travail, le harcèlement psychologique au travail et les agences de placement et nous tenons des rencontres collectives d'information sur les plaintes et la médiation à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). 2. Action politique : afin d'améliorer les protections et les droits des personnes non syndiquées, Au bas de l'échelle exerce des pressions politiques, participe à des interventions publiques et formule des suggestions d'améliorations à apporter au droit du travail. Ces actions politiques s'effectuent souvent par l'intermédiaire de coalitions et de comités de travail dont l'organisme est membre. 					
DOMAINES D'INTERVENTION (%)					
1)	Normes du travail	80 %	4)	Droits de la personne	10 %
2)	Harcèlement psychologique	40 %	5)	Code du travail	4 %
3)	Droit civil	15 %	6)	Autres lois liées au travail	4 %

Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		Oui	
Domaines d'études des autres stagiaires :		Sciences politiques	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	2e ou 3e année de BAC		
Horaire :	2 demi-journées par semaine		
Langues parlées :	Français, anglais	Langues écrites :	Français
Autres :	Parler une troisième langue (en particulier l'espagnol) est un atout.		
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
<p>Une intégration progressive au service d'information téléphonique d'une durée d'un mois a lieu au début du stage. Pendant cette période, les stagiaires observent d'abord les travailleuses et travailleurs de l'organisme et débutent ensuite leurs interventions de façon assistée. À la fin de la période d'intégration, les stagiaires interviennent de façon autonome, mais bénéficient constamment du support d'une travailleuse ou d'un travailleur de l'équipe afin de répondre à leurs questions et les aider, au besoin, dans leurs interventions.</p> <p>Les stagiaires doivent participer à une formation juridique de trois jours portant sur les lois du travail et plus particulièrement sur la <i>Loi sur les normes du travail</i>. De plus, deux formations et un atelier d'une demi-journée sont offerts: une formation sur le service d'information, une formation sur les revendications et les dossiers politiques de l'organisme ainsi qu'un atelier sur les méthodes d'intervention en relation d'aide. Si leur horaire le permet, les stagiaires auront l'occasion d'observer une rencontre d'information sur le processus des plaintes à la CNESST ainsi qu'une rencontre visant à préparer les travailleuses et travailleurs à leur médiation à la CNESST.</p>			
Période de formation :	Été, automne	Durée :	21 h (réparties sur trois jours à la fin du mois d'août) + 7 h 30 réparties sur 3 demi-journées pendant la session
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
<p>Nous recherchons une personne qui a un intérêt marqué pour la défense des droits des personnes non syndiquées, qui possède une grande capacité d'écoute, qui est rigoureuse dans son travail, qui fait preuve de jugement, qui travaille bien en équipe, qui est ponctuelle et qui est dotée d'un bon raisonnement juridique.</p> <p>La tâche principale des stagiaires est d'assurer le service d'information téléphonique.</p> <p><u>Description des tâches du stage:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Au service d'information téléphonique, les stagiaires vont diriger des entrevues avec les usager(ère)s qui nous contactent, identifier et analyser leur situation, les renseigner sur leurs différents droits et leurs recours, compléter un dossier comprenant un résumé des faits et du droit applicable qui leur a été vulgarisé et les référer vers d'autres ressources en cas de besoin • Faire un suivi auprès des usager(ère)s (contacter les personnes ayant déjà fait appel à nos services afin de vérifier où elles en sont rendues dans leurs démarches et leur offrir, au besoin, des informations supplémentaires) • Faire des recherches juridiques (optionnel) • Participer à la recherche et à la rédaction de publications pour l'organisme (optionnel). 			

BOUCLIER D'ATHÉNA

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	C.P. 25	Site Internet :	www.bouclierdathena.com
Ville :	Mont-Royal	Métro à proximité :	Parc
Code postal :	H3P 3B8	Nombre de stages :	2
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	Caren Naccour	Téléphone :	514 274-8117
Titre	Coordinatrice des services juridiques	Poste :	
Courriel :	c.naccour@bouclierdathena.com	Télécopieur :	514 274-7591
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Caren Naccour		
Formation :	Droit		
Type de suivis :	Hebdomadaire		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Le Bouclier d'Athéna Services Familiaux est un organisme sans but lucratif qui œuvre auprès des femmes et des enfants victimes de violence conjugale et familiale. Notre organisme offre des services spécialisés et multilingues et dessert annuellement près de 1000 femmes et leurs enfants. Notre réseau de service est composé de 2 bureaux de services à l'externe (Montréal et Laval), d'une maison d'hébergement – La Maison d'Athéna – et, prochainement, d'un hébergement de deuxième étape. Nous avons aussi un département de sensibilisation communautaire multilingue, par l'entremise duquel, nous rejoignons chaque année des centaines de personnes provenant de diverses communautés, en leur fournissant de l'information sur la problématique de la violence conjugale et familiale dans leur langue maternelle. Les services que nous offrons sont disponibles en 16 langues et sont culturellement adaptés aux besoins des femmes et des enfants avec lesquels nous travaillons.</p> <p>Notre philosophie se base principalement sur la promotion des droits de la personne et de la justice sociale. Nous privilégions une approche féministe, interculturelle, interdisciplinaire et multisectorielle. Nous travaillons dans une perspective d'émancipation des femmes en les accompagnant dans leurs démarches de reprise de pouvoir vers une vie sans violence.</p> <p><u>Activités et ou services offerts</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Services externes : consultations individuelles, groupes de soutien, art-thérapie, accompagnements, référence, défense de droits, cliniques légales, service des intermédiaires culturelles, halte-garderie, cours de préemployabilité 2) Département de sensibilisation communautaire multilingue: ateliers de sensibilisation sur la violence conjugale et familiale dans les communautés, production de matériel de sensibilisation et d'information 3) Maison d'hébergement – La maison d'Athéna : hébergement d'urgence + les mêmes services que les services à l'externe. <p><u>Clientèle cible</u></p> <p>Femmes victimes de violence conjugale et familiale et leurs enfants, communautés ethnoculturelles (sensibilisation).</p>			
DOMAINES D'INTERVENTION (%)			
1)	Violence conjugale et familiale	4)	Séparation/post-séparation
2)	Sensibilisation communautaire	5)	Isolement/intégration

3)	Immigration		6)	VBH, violence basé à l'honneur et mariages forcés	
COMPOSITION DU PERSONNEL					
Domaines de formation des intervenant(e)s :			Travail social, droit, gestion, politique, éducation spécialisée		
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :			Oui		
Domaines d'études des autres stagiaires :			Travail social, droit (McGill)		
EXIGENCES GÉNÉRALES					
Niveau de formation :		Tous les niveaux			
Horaire :		1 journée ou 2 demi-journées			
Langues parlées :		Français, anglais		Langues écrites : Français, anglais	
Autres :		Une autre langue parlée et écrite est un atout.			
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES					
La stagiaire recevra une formation de base sur le travail de l'organisme, la violence conjugale ainsi que sur l'intervention dans un contexte interculturel.					
Période de formation :		Automne		Durée : 7 hrs (formation continue)	
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)					
Esprit d'équipe, dynamique, ponctuel, très bonne communication orale et écrite, sens de l'initiative, créatif(ve) et grand intérêt pour la cause des femmes et les personnes marginalisés.					
Nous demandons un CV et une lettre de présentation par courriel de la part de l'étudiant(e).					
DESCRIPTION DU STAGE					
<p>La stagiaire travaillera tout au long de l'année en collaboration avec l'équipe de sensibilisation communautaire sous la supervision de l'avocate. Elle devra préparer des sessions d'information juridique destinées aux femmes qui fréquentent l'organisme. Le contenu portera principalement sur la problématique de la violence conjugale et familiale et le processus criminel, pénal et civil. La stagiaire effectuera également des séances d'information pour les femmes qui participent aux services de l'organisme, les rencontrera pour leur transmettre l'information trouvée et les orientera vers des ressources juridiques si nécessaire. La stagiaire collaborera aussi au développement d'outils de vulgarisation juridique et fera de la recherche juridique.</p> <p>Au besoin, la stagiaire pourra également accompagner les femmes et les travailleuses sociales (aide ponctuelle, accompagnement, recherche d'information). La stagiaire sera toujours encadrée par la superviseure et les intervenant(e)s.</p>					

CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Adresse :	410-407, boul. Saint-Laurent		Site Internet :	www.justicedeproximite.qc.ca	
Ville :	Montréal		Métro à proximité :	Place d'Armes	
Code postal :	H2Y 2Y5		Nombre de stages :	2	
PERSONNE- RESSOURCE					
Nom :	Me Karine Robillard Me Estelle Drouin-Touchette		Téléphone :	514 227-3782	
Titre :	Avocates		Poste :		
Courriel :	krobillard@cjpgc.ca ; edtouchette@cjpgc.ca		Télécopieur :	N/A	
MAÎTRE DE STAGE					
Nom :	Me Karine Robillard - Me Estelle Drouin-Touchette				
Formation :	Droit				
Type de suivis :	Hebdomadaire				
DESCRIPTION DE L'ORGANISME					
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Promouvoir l'accès à la justice en favorisant la participation des citoyennes et des citoyens, par des services d'information, de soutien et d'orientation, offerts en complémentarité avec les ressources existantes.</p> <p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <p>Clinique d'information juridique gratuite, pour tous, sans rendez-vous. Développer des trousseaux d'information sur des sujets d'intérêt général. Mettre à la disposition du public un large éventail de publications juridiques. Orienter la clientèle vers une autre ressource appropriée, s'il y a lieu. Offrir des séances d'information juridiques à des groupes sur des sujets d'intérêt général.</p> <p><u>Clientèle cible</u></p> <p>Population du Grand Montréal</p>					
DOMAINES D'INTERVENTION (%)					
1)	Offrir des consultations individuelles gratuites pour fournir de l'information juridique	70 %	4)	Offrir des séances d'information juridique gratuite à des groupes sur des sujets d'intérêt général	15 %
2)	Créer des trousseaux d'information juridiques sur des sujets d'intérêt général et réunir un large éventail de publications juridiques	10 %			
3)	Développer un réseau de ressources juridiques gratuites ou à coûts modiques pour y référer la clientèle	5 %			

COMPOSITION DU PERSONNEL			
Domaines de formation des intervenant(e)s :		Droit	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		Oui	
Domaines d'études des autres stagiaires :		Droit	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	3 ^e année de préférence, mais nous acceptons aussi des étudiant(e)s de 2 ^e année avec expérience		
Horaire :	Une journée par semaine de 9 h à 17 h, du lundi au jeudi		
Langues parlées :	Français, anglais	Langues écrites :	Français, anglais
Autres :			
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
N/A			
Période de formation :	N/A	Durée :	N/A
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
Écoute et empathie, habileté de communication, bonne capacité d'adaptation et de travailler avec une clientèle diversifiée, autonomie, curiosité, intérêt pour la justice sociale et l'accès à la justice, expérience avec le service à la clientèle un atout.			
DESCRIPTION DU STAGE			
<ul style="list-style-type: none"> Assister les juristes à fournir de l'information juridique à la clientèle et orienter les personnes vers les ressources appropriées, selon leur situation Participer à l'accueil des personnes et au triage, soit une rencontre de tri permettant de récolter toute l'information pertinente afin de bien préparer la rencontre avec le juriste Effectuer de la recherche juridique et rédiger des rapports de recherche pour les juristes Créer des outils de référence et d'information juridique Contribuer à établir un réseau de ressources juridiques gratuites Développer des habiletés en matière de langage clair <ul style="list-style-type: none"> Travailler en équipe pour contribuer au développement des services offerts. 			

CENTRE DES FEMMES DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	12017, av. Rita-Levi-Montalcini	Site Internet :	www.cdfrdp.qc.ca
Ville :	Montréal	Métro à proximité :	Radisson, Henri-Bourassa
Code postal :	H1E 4B8	Nombre de stages :	1
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	Céleste Pepin	Téléphone :	514 648-1030
Titre :	Adjoint(e) administratif(ve) & chargé(e) des communications	Poste :	
Courriel :	communication@cdfrdp.qc.ca	Télécopieur :	514 648 -6833
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Céleste Pepin		
Formation :	Gestion administrative et relation d'aide		
Type de suivis :	Hebdomadaire		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Le Centre des femmes de Rivière-des-Prairies est un organisme chaleureux, ouvert à toutes les femmes de 18 ans et plus sans discrimination. Il travaille à l'avancement personnel et collectif des femmes par le biais des nombreux services et activités éducatives qu'il offre, de même que des actions collectives qu'il organise et auxquelles il prend part.</p> <p>Ses principaux objectifs sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> Conscientiser les femmes à leur condition sociale, culturelle et économique Briser l'isolement Favoriser la prise en charge individuelle et collective, l'autonomie affective et financière Créer des liens entre les femmes de la communauté Sensibiliser les femmes au maintien de leur santé mentale et physique 			
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <p>Accueil, écoute, relation d'aide, centre de documentation, références, cours/atelier d'estime de soi, de valorisation et d'autonomie, cafés-rencontres, séances d'information, vie associative, éducation populaire, action collective.</p>			
<p><u>Clientèle cible</u></p> <p>Toutes les femmes de 18 ans et plus.</p>			
DOMAINES D'INTERVENTION (%)			
1)	Femmes	100 %	
COMPOSITION DU PERSONNEL			
Domaines de formation des intervenant(e)s :		Gestion administrative, intervention psychosociale, animation, relation d'aide	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		Oui	

Domaines d'études des autres stagiaires :		Technique de travail social	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	3 ^e année. Nous acceptons aussi les stagiaires de 2 ^e année.		
Horaire :	1 journée / semaine		
Langues parlées :	Français	Langues écrites :	Français
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Relation d'aide (si l'étudiante en a besoin). Cette formation peut être donnée au début du stage par un organisme reconnu et le centre en couvre les coûts.			
Période de formation : 3 jours			
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
Nous favorisons une étudiante, puisque le stage se fait principalement auprès des femmes. L'étudiante se doit d'être accueillante, dynamique, empathique ayant un sens de l'écoute. Capacité de travailler en équipe, et facilité d'adaptation.			
DESCRIPTION DU STAGE			
<p>Tout d'abord, l'étudiante prendra connaissance de l'organisme, de ses mandats, des services offerts, de son implication dans le milieu et des dossiers sur lesquels le Centre est actif. Elle devra se familiariser avec les outils utilisés par l'organisme pour répondre aux besoins des femmes.</p> <p>Ensuite, lors de rendez-vous téléphoniques ou individuels, la stagiaire accueillera les femmes et répondra à leurs questions. Les problématiques les plus souvent rencontrées sont : le patrimoine familial, le testament, la violence conjugale, la sécurité du revenu, la responsabilité civile, etc.</p> <p>Enfin, elle animera de trois à quatre activités de groupe portant sur des thèmes d'ordre juridique qu'elle aura choisis en tenant compte des besoins exprimés, par les femmes lors des rencontres.</p> <p>Par ailleurs, par la rédaction d'articles dans le bulletin de liaison du Centre (outil d'éducation populaire) acheminé aux membres, la stagiaire pourra informer celles-ci sur divers sujets.</p> <p>En définitive, un stage au Centre des femmes Rivière-des-Prairies est très enrichissant, puisqu'il permet aux étudiantes de rencontrer sur le terrain des femmes qui vivent des problématiques différentes, des femmes de diverses nationalités, qui ont besoin de connaître leurs droits pour être en mesure de mieux les défendre. Entourée d'une équipe dynamique, la stagiaire bénéficiera d'un soutien adéquat pour sa réalisation et celle de son stage.</p>			

CENTRE QUÉBÉCOIS DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT (CQDE)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	5248, boulevard Saint-Laurent	Site Internet : Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE)	
Ville :	Montréal	Métro à proximité :	Laurier
Code postal :	H2T 1S1	Nombre de stages :	2
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	M ^e Sara Morin-Chartier	Téléphone :	514 840-5050
Titre :	Avocate	Poste :	
Courriel :	sara.morin-chartier@cqde.org	Télécopieur :	514 343-5933
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	M ^e Sara Morin-Chartier		
Formation :	Droit		
Type de suivis :	Hebdomadaire		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<p>Le Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE) est un organisme à but non lucratif qui a pour mission de mettre son expertise juridique au service des citoyen(ne)s et de la protection de l'environnement. Il s'agit du seul organisme à offrir une expertise indépendante en droit de l'environnement au Québec. Le CQDE informe la population de ses droits et des outils à sa disposition pour agir pour l'environnement tout en participant à l'avancement du droit de l'environnement à travers des recours en justice et d'autres actions.</p> <p>Tourné vers les citoyens et les organisations qui ont des préoccupations en droit de l'environnement, le CQDE réalise notamment les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Information juridique aux citoyennes et citoyens par le biais d'une "Ligne verte" ▪ Intervention devant les tribunaux pour favoriser la protection de l'environnement ▪ Recherche fondamentale et rédaction de rapports à l'attention de la population, des municipalités ou du gouvernement ▪ Conférences et formations en droit de l'environnement ▪ Participation aux processus de réformes législatives et réglementaires touchant l'environnement 			
DOMAINES D'INTERVENTION (%)			
1)	Environnement	100 %	4)
2)			5)
3)			6)
COMPOSITION DU PERSONNEL			
Domaines de formation des intervenant(e)s :		Droit	

Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		McGill, UQAM, UdeS	
Domaines d'études des autres stagiaires :		Droit	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	2 ^e ou 3 ^e année d'étude en droit		
Horaire :	1 journée par semaine		
Langues parlées :	Français	Langues écrites :	Français
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Période de formation :	Formations en droit de l'environnement au début du stage	Durée :	Une à deux journées en tout
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
<p>Nous recherchons avant tout des personnes qui ont à cœur la protection de l'environnement et qui désirent utiliser leur expertise juridique pour appuyer différents groupes dans leurs démarches de protection de la nature. De bonnes aptitudes en recherche et en rédaction sont requises. Il n'est pas requis d'avoir suivi un cours de droit de l'environnement.</p>			
DESCRIPTION DU STAGE			
<p>Selon les besoins du CQDE, le stagiaire aura à accomplir différentes tâches parmi les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recherche et analyse juridique de différents projets de loi touchant la question de la protection de l'environnement au Québec; ▪ Répondre aux demandes d'information juridique formulée par des personnes qui contactent le CQDE pour avoir de l'information juridique sur des problématiques environnementales; ▪ Assurer une « veille législative » environnementale; ▪ Analyses, commentaires et résumés de décisions de diverses instances; ▪ Recherche fondamentale sur les enjeux environnementaux émergents nécessitant l'innovation de solutions juridiques; ▪ Recherche et préparation des positions publiques et de conférences du CQDE; ▪ Aide pour la participation du CQDE à différents processus de consultation publique et présentation publique de mémoires. 			

CLINIQUE JURIDIQUE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (SERVICE-CONSEIL)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Adresse :	3200, rue Jean-Brillant, Local B-2202		Site Internet : clinique-juridique@umontreal.ca		
Ville :	Montréal		Métro à proximité :	Côte-des-Neiges/Univ. de Mtl	
Code postal :	J3T 1K7		Nombre de stages :	16	
PERSONNE-RESSOURCE					
Nom :	M ^e Josée Aspinall		Téléphone :	514 343-7851	
Titre :	Directrice – Clinique juridique		Poste :		
Courriel :	josee.aspinall@umontreal.ca		Télécopieur :	514 343-5933	
MAÎTRE DE STAGE					
Nom :	M ^e André Rivest & M ^e David Tremblay				
Formation :	Droit				
Type de suivis :	Hebdomadaire				
DESCRIPTION DE L'ORGANISME					
<p>Depuis 50 ans, la Clinique juridique de l'Université de Montréal offre gratuitement de l'information juridique au grand public dans des domaines variés du droit, incluant les obligations, la famille, le démarrage d'entreprise, l'immigration, le soutien aux victimes d'infraction criminelles, etc.</p> <p>Depuis l'entrée en vigueur de la <i>Loi visant à améliorer l'accessibilité et l'efficacité de la justice</i>, L.Q. 2020, c. 29 en 2022, la Clinique juridique a déployé un service-conseil. Les étudiant(e)s inscrit(e)s à ce service sont autorisé(e)s à tenir des consultations et à donner des avis d'ordre juridique, sous la supervision d'un(e) avocat(e).</p> <p>Les activités du service-conseil de la Clinique ont pour mission de développer les habiletés pratiques des étudiant(e)s dans un contexte expérientiel unique et novateur. Ils et elles répondent du même coup à une préoccupation réelle et primordiale de soutenir les membres de notre communauté en leur offrant des conseils juridiques fiables, favorisant ainsi un meilleur accès à la justice.</p>					
DOMAINES D'INTERVENTION (%)					
1)	Obligations/responsabilité	20 %	4)	Protection du consommateur	20 %
2)	Personne/famille	20 %	5)	Travail	10 %
3)	Logement/copropriété	25 %	6)	Biens	5 %
COMPOSITION DU PERSONNEL					
Domaines de formation des intervenant(e)s :			Droit		
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :			Certaines activités ont lieu à l'extérieur de la Clinique juridique (visite au palais de justice, séance d'information auprès d'un organisme externe).		
Domaines d'études des autres stagiaires :			Droit		
EXIGENCES GÉNÉRALES					
Niveau de	3 ^e année du baccalauréat en droit (obligatoire)				
Horaire :	Lundi de 8h30 à 11h30 pour la plénière de groupe. Horaire clinique à déterminer.				
Langues parlées :	Français / anglais (fonctionnel)		Langues écrites :	Français	

FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Période de formation :	Ex. : Éthique et déontologie, tenue d'une consultation, rédaction d'un avis juridique, prise en compte du contexte social dans la pratique du droit, rédaction d'une lettre de mise en demeure, etc.	Durée :	2-3 semaines intensives au début de la session d'automne lors des plénières de groupe. D'autres formations et perfectionnement sont offerts de façon continue, tout au long de l'année.
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
<ul style="list-style-type: none"> • Professionnel(le) et rigoureux(se) • Désir d'apprendre et de se développer • Autonomie et sens de l'initiative • Volontaire et engagé(e) • Interpellé(e) par des enjeux d'accès à la justice <p>Pour soumettre sa candidature, il suffit d'envoyer une lettre de motivation, un CV et un relevé de notes par courriel à la personne-ressource.</p>			
DESCRIPTION DU STAGE			
<p>Mis sur pied en 2022-2023, le service-conseil de la Clinique juridique permet à ses stagiaires de tenir des consultations et de donner des avis juridiques aux membres du public, incluant ceux de la communauté universitaire, et ce, sous l'étroite supervision de deux avocat(e)s en exercice.</p> <p>Le service-conseil doit être envisagé comme un véritable cabinet d'avocats qui dessert une clientèle diversifiée ayant des enjeux de droit civil stimulants et variés (protection du consommateur, responsabilité civile, personnes et famille, vente, louage résidentiel, copropriété, etc.).</p> <p>Les stagiaires au sein du service-conseil ont donc l'opportunité de se familiariser avec tous les aspects du travail quotidien d'un(e) avocat(e) en pratique privée, soit notamment la prise de rendez-vous, la sélection, l'ouverture et la tenue de dossiers, le respect des règles éthiques et déontologiques, la préparation et la tenue d'entrevues, la qualification, l'analyse et la recherche juridiques, la gestion de la preuve documentaire, la rédaction d'opinions juridiques et les suivis réguliers auprès des clients. Enfin, les stagiaires sont aussi sensibilisé(e)s à la pertinence d'une approche intégrée et interdisciplinaire des problèmes juridiques et de leurs solutions, incluant le cas échéant, le recours à des modes alternatifs de résolution des conflits.</p> <p>Enfin, les stagiaires sont appelé(e)s à participer à d'autres activités de vulgarisation juridique, notamment la préparation d'une séance d'information juridique à l'intention d'un organisme communautaire, d'une classe d'étudiant(e)s du secondaire ou de toute autre entité similaire. Enfin, les stagiaires pourraient être sollicité(e)s afin de participer à l'unité mobile qui se déploie dans une région éloignée ou moins bien desservie par les services juridiques de proximité. La participation à ce projet est volontaire et a lieu pendant la semaine de relâche de la session d'hiver. Cette activité est incertaine, elle dépendra du financement de la clinique.</p> <p>Les stagiaires seront choisi(e)s en fonction de la qualité de leur dossier académique, de leur désir d'être plongé(e)s au cœur de la pratique en droit civil, de leur engagement et de leur intérêt réel à contribuer à un meilleur accès à la justice dans leur communauté.</p>			

CLINIQUE JURIDIQUE DE SAINT-MICHEL (CJSM)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Adresse :	3737 boul. Crémazie Est, apt.		Site Internet :	https://www.cjsm.ca	
Ville :	Montréal		Métro à proximité :	Saint-Michel	
Code postal :	H1Z 2K4		Nombre de stages :	4	
PERSONNE-RESSOURCE					
Nom :	Fernando Belton		Téléphone :	514 794-5917	
Titre :	Directeur-général		Poste :	---	
Courriel :	direction@cjsm.ca		Télécopieur :	514 221-3210	
MAÎTRE DE STAGE					
Nom :	Me Dardia Joseph				
Formation :	Droit				
Type de su vis :	Hebdomadaire				
DESCRIPTION DE L'ORGANISME					
<p>Principaux objectifs :</p> <p>La Clinique juridique de Saint-Michel est un organisme à but non lucratif créé en 2019, et situé dans le quartier de Saint-Michel à Montréal. La Clinique comprend plus de 80 étudiant(e)s en droit, et une vingtaine d'avocat(e)s bénévoles. La Clinique a pour mission d'améliorer l'accès à la justice, de contribuer à l'essor du quartier Saint-Michel et au bien-être collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> En offrant aux personnes de milieux défavorisés des consultations d'information juridiques, menées par des étudiant(e)s en droit, sous la supervision de membres du Barreau En promouvant l'éducation, notamment en offrant des formations et des présentations sur divers sujets en lien avec les droits et obligations des citoyen(ne)s, et en matière de discrimination et de profilage racial En contribuant à l'éducation des étudiant(e)s en droit, en les accompagnant dans leur apprentissage pratique du droit. <p>La Clinique a également pour mission de lutter contre le racisme et le profilage racial, en offrant notamment un accompagnement juridique aux victimes.</p> <p>Activités et/ou services offerts :</p> <p>Les activités de la Clinique se divisent principalement en trois branches d'activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> Consultation juridique gratuite : vise à communiquer de l'information juridique vulgarisée lors d'une rencontre entre des étudiant(e)s et des justiciables, supervisé(e)s par des avocat(e)s. Profilage racial : la CJSM offre deux services distincts en la matière. Premièrement, elle offre un accompagnement juridique aux victimes de profilage racial, principalement à la CDPDJ, au Comité de déontologie policière, en matière criminelle et pénale. Deuxièmement, la clinique veut éduquer les jeunes sur leurs droits en la matière, d'où le podcast « Touche pas à mes droits » et les formations réalisées dans les organismes du quartier sur le sujet. Projets spéciaux : regroupe un vaste éventail de projet interne ou de projets communautaires réalisés en partenariat avec des organismes du quartier, notamment des ateliers, des conférences, la rédaction de dépliants, etc. La Clinique tient également un blogue intitulé <i>Plume légale</i>. <p>Clientèle cible</p> <p>Comme la CJSM vise à améliorer l'accès à la justice, elle concentre ses activités autour de personnes ayant peu de revenus. En couvrant le quartier de Saint-Michel, il s'agit principalement de personnes issues de l'immigration, de nouveaux arrivant(e)s, de personnes réfugiées ou encore de personnes ayant un statut socio-économique précaire. Cependant, même si elle a commencé par desservir principalement ce quartier, la Clinique couvre maintenant le Grand Montréal, représentant une population beaucoup plus diversifiée.</p>					
DOMAINES D'INTERVENTION (%)					
1)	Immigration	20 %	4)	Profilage racial	30 %
2)	Logement	10 %	5)	Criminel et pénal	20 %

3)	Famille	10 %	6)	Autres	10 %
COMPOSITION DU PERSONNEL					
Domaines de formation des intervenant(e)s :			Droit		
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :			Oui		
Domaines d'études des autres stagiaires :			Droit		
EXIGENCES GÉNÉRALES					
Niveau de formation		1, 2 ^e ou 3 ^e année			
Horaire :		1 journée de travail par semaine (8h/semaine)			
Langues parlées :		Français et anglais		Langues écrites : Français et anglais	
Autres :		Connaissance de base en informatique et ordinateur portable			
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES					
<ul style="list-style-type: none"> • Formation concernant la distinction entre informations/conseils juridiques (1 fois/session) • Formations sur les principaux domaines de droit traités par la Clinique (immigration, logement, travail, profilage racial et famille) (2 ou 3 /session) • Être disponible du 27 au 29 août 2025 pour la formation obligatoire annuelle • Atelier sur la création d'outils juridiques (1 fois/année) • <u>Lecture des politiques internes, règlements intérieurs et du guide de l'étudiant(e) bénévole</u> 					
Période de formation		Automne et hiver		Durée : Environ 2 h par	
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)					
<p>Intérêt marqué pour l'accès à la justice et les enjeux de discrimination, racisme et profilage racial</p> <p>Autonomie, sens d'initiative et débrouillardise</p> <p>Leadership positif</p> <p>Curiosité intellectuelle</p> <p>Professionnalisme et rigueur</p> <p>Capacité de recherche, d'écriture et d'analyse juridique</p> <p>Atout : Suivre le Cour Droit et profilage racial dispensé cet été à l'UdM par Me Fernando Belton</p> <p>Pour soumettre sa candidature, il faudra envoyer un C.V., une lettre de présentation et le relevé de notes le plus récent, par courriel, à la personne ressource.</p>					
DESCRIPTION DU STAGE					

Nous sommes à la recherche de 3 étudiant.e.s pour s'impliquer au Comité à la lutte au profilage racial de la CJSM.

Le Comité de lutte au profilage racial*de la Clinique juridique de Saint-Michel (CJSM) joue un rôle essentiel dans l'accompagnement des victimes de profilage racial et dans la promotion d'une justice plus équitable. Voici les principales actions du comité :

1. Accompagnement juridique

- Assistance aux victimes de profilage racial dans la rédaction de plaintes en déontologie policière et auprès de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.
- Rédaction de requêtes fondées sur la *Charte canadienne des droits et libertés* en matière criminelle et pénale.
- Aide aux démarches légales, notamment pour l'accès à l'information et les recours devant les tribunaux.

2. Formation et sensibilisation

- Participation à des conférences et formations dans plusieurs facultés de droit au Québec sur les enjeux du profilage racial.
- Contribution à la rédaction sur des publications autour de l'enjeu du profilage racial
- Production du podcast "Touche pas à mes droits", dédiés à la question du profilage racial.

3. Interventions judiciaires

- Participation à des dossiers judiciaires majeurs, comme Procureur général du Québec c. Luamba (2022). Les interventions judiciaire sont en lien avec des dossiers devant la Cour supérieure, la Cour d'Appel du Québec et la Cour suprême du Canada

Nous sommes également à la recherche d'un étudiant.e pour s'impliquer aux consultations juridique. Les consultations juridique permettent chaque année à des centaines d'usagers d'avoir accès à de l'information juridique gratuite. Presque tous les domaines de droit font l'objet de demande de consultation juridique au sein de la CJSM.

L'étudiant(e) effectuera des tâches diversifiées tout au long de son stage, tels que :

- Rédiger des aides mémoires et outils internes dans les différents domaines du droit
- Rédiger un article de nature juridique dans le journal Plume légal accessible sur le site internet de la Clinique
- Créer une base de données des organismes du quartier de Saint-Michel et les contacter par téléphone/courriel afin d'offrir nos services
- Crée un projet de A à Z dans le domaine du droit au choix de l'étudiant(e), que ce soit un atelier ou un dépliant
- Réaliser deux vidéos de vulgarisation juridique en droit criminel, pénal ou immigration
- Faire de la recherche juridique et vulgariser de la jurisprudence en matière de profilage racial
- Assister et/ou diriger des entrevues avec la clientèle ou des médias lorsque les circonstances s'y prêtent
- Toutes autres tâches connexes.

COMITÉ D'ACTION DES CITOYENNES ET CITOYENS DE VERDUN

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Adresse :	3972, rue Verdun		Site Internet :	https://cacv-verdun.org/	
Ville :	Montréal (Verdun)		Métro à proximité :	De L'Église, Verdun	
Code postal :	H4G 1K9		Nombre de stages :	1	
PERSONNE-RESSOURCE					
Nom :	Marie Frédérique St-Onge		Téléphone :	514 769 2228	
Titre :	Directrice		Poste :	s/o	
Courriel :	direction@cacvverdun.org		Télécopieur :		
MAÎTRE DE STAGE					
Nom :	Marie Frédérique St-Onge				
Formation :					
Type de suivis :	Hebdomadaire				
DESCRIPTION DE L'ORGANISME					
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Le CACV est un comité logement qui intervient dans la communauté verdunoise depuis 1975. Il appuie les personnes les plus démunies afin qu'elles puissent améliorer leurs conditions de vie dans une optique de prise en charge. Le CACV fait la promotion de leurs aspirations, particulièrement en matière de logement et d'aménagement urbain.</p>					
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <p>Informar les locataires de leurs droits et obligations en matière de logement par des rencontres individuelles ou de groupes</p> <p>Rédiger les mises en demeure</p> <p>Encourager et soutenir les locataires dans la poursuite de leurs dossiers respectifs</p> <p>Compléter les formulaires relatifs au logement</p> <p>Favoriser l'accès à l'information et référer aux ressources pertinentes</p>					
<p><u>Clientèle cible</u></p> <p>Les statistiques pour l'année 2021-2022 nous indiquent :</p> <p>Que nous avons effectué 1418 interventions au service d'information aux locataires</p> <p>Que 67 % étaient des femmes, 51 % de ces personnes se situaient dans le groupe d'âge des 30 à 54 ans</p> <p>Que 78 % étaient francophones, 19 % anglophones et 3 % étaient issus des communautés culturelles</p> <p>Que les communautés culturelles les plus souvent rencontrées étaient arabes, africaines et latino-américaines.</p>					
DOMAINES D'INTERVENTION (%)					
1)	Défense des droits des locataires (individuel)	35 %	4)	Vie associative et gestion	10 %
2)	Éducation populaire	20 %	5)	Mobilisation citoyenne	15 %
3)	Concertation, représentation et développement social	20 %			

COMPOSITION DU PERSONNEL			
Domaines de formation des intervenant(e)s :		Droit, sciences politiques, intervention psychosociale, communication et relations humaines	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		Possiblement	
Domaines d'études des autres stagiaires :		Travail social	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	Tous les niveaux		
Horaire :	1 journée par semaine (7 heures consécutives)		
Langues parlées :	Français, anglais (un atout)	Langues écrites :	Français, anglais (un atout)
Autres :			
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
<p>Une formation est offerte par l'organisme. D'une part, cette formation vise une meilleure connaissance de l'organisme et du milieu, des usagers et usagers, des ressources ainsi que sur les enjeux et les ressources entourant le logement social. D'autre part, elle porte sur les sections du Code civil en matière de logement locatif, la Loi sur le Tribunal administratif du logement, la recherche de logement, la discrimination et autres sujets reliés au bail, aux recours, aux obligations des parties, etc.</p>			
Période de formation :	Automne	Durée :	Tout au long de la 1 ^{re} session
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
Intérêt marqué pour la défense des droits des personnes plus vulnérables, avoir une bonne écoute, autonomie, confortable dans un environnement peu structuré.			
DESCRIPTION DU STAGE			
<p>Le ou la stagiaire aura à transmettre des informations par téléphone, par des rencontres individuelles ou de groupes sur divers sujets touchant au logement, à rédiger des mises en demeure et à assurer le suivi des dossiers. Elle ou il aura à organiser des activités concernant la préparation à l'audition et pourra également être amené à effectuer des recherches ou autres tâches connexes (recherche jurisprudentielle, production de documents de référence, rédaction d'articles, appel aux membres, etc.).</p>			

COMITÉ LOGEMENT DU PLATEAU MONT-ROYAL

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Adresse :	4450, rue Saint-Hubert, suite 328		Site Internet :	www.clpmr.com	
Ville :	Montréal		Métro à proximité :	Mont-Royal	
Code postal :	H2J 2W9		Nombre de stages :	1	
PERSONNE-RESSOURCE					
Nom :	Maxime Claverie		Téléphone :	514 527-3495	
Titre :	Organisateur communautaire		Poste :		
Courriel :	maxime@clpmr.com		Télécopieur :	514 527-6653	
MAÎTRE DE STAGE					
Nom :	Maxime Claverie				
Formation :	Avocat / Organisateur communautaire				
Type de suivis :	Hebdomadaire et mensuel				
DESCRIPTION DE L'ORGANISME					
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Le Comité Logement du Plateau Mont-Royal (CLPMR) est un organisme à but non lucratif (OBNL) qui existe depuis plus de 45 ans. Il intervient dans l'ensemble du Plateau Mont-Royal afin d'améliorer les conditions de vie et de logement des locataires à faible et modeste revenu, à court, moyen et long terme, et ce, dans une démarche de prise en charge et de mobilisation populaire.</p>					
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <p>Pour atteindre cet objectif, le CLPMR offre un service téléphonique et d'accueil des locataires à nos bureaux, des ateliers d'informations sur les enjeux du droit au logement (reprises de logement, hausses de loyer, logements sociaux, hébergement touristique, etc.) et des rencontres entre locataires dans une démarche de promotion et de développement de logement social.</p>					
<p><u>Clientèle cible</u></p> <p>Les locataires du Grand Plateau, plus particulièrement ceux et celles à faible et modeste revenu de l'arrondissement. Près de 39 % des ménages ont un revenu après impôts de moins de 20 000 \$ par année, soit le même pourcentage que l'île de Montréal.</p> <p>Description du milieu : les populations qui vivent dans l'arrondissement Plateau Mont-Royal sont majoritairement locataires (72,4 % contre 60 % sur l'île de Montréal). Elles sont confrontées à un réel problème d'accès au logement : coût moyen des loyers très élevé, taux d'inoccupation pour l'arrondissement de 1,5 % et de 0,2 % pour les grands logements (3 chambres ou plus). On parle d'une crise du logement lorsque ce taux se situe en-deçà de 3 %. Afin de contrer cette tendance, le CLPMR fait valoir l'importance des droits des locataires, favorise le maintien dans les lieux et milite en faveur de la réalisation d'un parc de logement social et abordable.</p>					
DOMAINES D'INTERVENTION (%)					
1)	Accueil, services aux locataires, rédaction (lettres, mise en demeure, etc.), lutte contre les abus du marché privé	60 %	4)	Représentation, concertation	10 %
2)	Implication, vie associative, mobilisation	10 %	5)	Organisation, gestion	10 %
3)	Aménagement du territoire	10 %			
COMPOSITION DU PERSONNEL					

Domaines de formation des intervenant(e)s :		Droit du logement, travail social, sociologie, communications	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		Oui	
Domaines d'études des autres stagiaires :		Travail social (Cégep Vieux-Montréal)	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	2 ^e ou 3 ^e année		
Horaire :	1 journée/semaine, de 9 h à 17 h		
Langues parlées :	Français, anglais (un atout)	Langues écrites :	Français, anglais (un atout)
Autres :			
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Période de formation :	Automne – généralement fin août	Durée : 2 jours	Équivalent de 2 jours (comptabilisés en temps de stage), organisé en collaboration avec d'autres comités logement.
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
Empathie vis-à-vis les locataires les plus démunis qui subissent les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Avoir à cœur la justice sociale et la mobilisation des mal-logés.			
DESCRIPTION DU STAGE			
Les stagiaires auront comme tâches principales de répondre aux locataires aux prises avec des problèmes de logement et développer avec eux des solutions à court et moyen terme, par téléphone et en personne, par une intégration graduelle avec le maître de stage. Les principaux problèmes vécus par les locataires sont la reprise et l'éviction de logement, la pression pour quitter, les impacts d'Airbnb sur leurs milieux de vie, les hausses de loyer abusives et l'insalubrité. Écoute individuelle, rédaction de mises en demeure et documents d'information sur les droits des locataires, recherches juridiques et références. Offrir, en collaboration, des ateliers d'information sur la reprise de logement et les hausses de loyers. L'organisme offre la possibilité de participer à d'autres activités telles que des représentations à des regroupements de comités logement, des actions collectives, des comités de travail avec des membres locataires, etc.			

COMITÉ LOGEMENT LACHINE-LASALLE

Ville :	Lachine	Métro à proximité :	Place Saint-Henri, Vendôme, LaSalle, Lionel-Groulx			
Code postal :	H8S 1M6	Nombre de stages :	3			
PERSONNE-RESSOURCE						
Nom :	Daniel Chainey	Téléphone :	438 333-0895			
Titre :	Directeur	Poste :				
Courriel :	coordination@cill-droitaulogement.org	Télécopieur :	514 538-1504			
MAÎTRE DE STAGE						
Nom :	Daniel Chainey					
Formation :	Science humaine et sociologie Plusieurs formations en organisme depuis 38 ans dont ressources humaines					
Type de suivis :	Hebdomadaire					
DESCRIPTION DE L'ORGANISME						
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Mission de l'organisme : promouvoir et protéger l'accès à des logements de bonne qualité et à un coût abordable principalement pour les ménages des arrondissements Lachine et LaSalle.</p> <p>Valeurs et principes de légitimité : la dignité humaine; le droit au logement, tel que défini par la Charte des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels; la lutte contre la pauvreté; l'action communautaire autonome.</p> <p>Les moyens de réalisation de la mission : l'information et la sensibilisation publiques; l'éducation populaire autonome; la défense collective des droits; le soutien individuel aux personnes en situation de vulnérabilité; le soutien de la participation des membres à une vie associative active et démocratique.</p> <p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Service de consultation et de soutien sur les droits et obligations des locataires • Diverses petites campagnes annuelles de sensibilisation publique portant sur des thèmes comme la reprise de logement, les augmentations de loyer, la discrimination lors de la recherche de logement, le logement social • Animation d'ateliers liés à ces campagnes • Activité de promotion et de concertation locale pour le développement du logement social • Promotion et gestion d'une liste de demandeurs de logements sociaux et communautaires • Aide pour des demandes de logements sociaux et communautaires 						
<p><u>Clientèle cible</u></p> <p>Des ménages locataires, souvent à faible revenu, aux prises avec des difficultés liées aux droits et obligations découlant du bail d'un logement ou liées aux divers lois et règlements concernés dans la recherche ou l'occupation d'un logement.</p>						
DOMAINES D'INTERVENTION (%)						
1)	Logement	100 %				

COMPOSITION DU PERSONNEL			
Domaines de formation des intervenant(e)s :		Sciences humaines	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		Non	
Domaines d'études des autres stagiaires :			
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	Tous les niveaux		
Horaire :	1 journée par semaine, de 9 h à 17 h		
Langues parlées :	Français	Langues écrites :	Français
Autres :	La connaissance de l'anglais parlé et écrit sera considérée comme critère secondaire.		
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Code civil du Québec (le louage) et recours au Tribunal administratif du logement. La personne pourra aussi assister de façon facultative aux formations offertes par notre regroupement national.			
Période de formation : 2 jours	Automne 2 ou 3 premières semaines de stages	Durée : 16 h	Équivalent de 2 jours (comptabilisés en temps de stage), organisé en collaboration avec le maître de stage
DESCRIPTION DU STAGE			
Les tâches des stagiaires s'inscrivent dans le service de consultation individuelle en défense des droits des locataires :			
<ul style="list-style-type: none">• Dispenser de l'information sur les droits et obligations liés au bail d'un logement• Rédiger des mises en demeure, des ententes ou autres documents• Soutenir des locataires dans leur démarches• Assurer le suivi de certains dossiers• Rédiger des notes aux dossiers• Effectuer la recherche nécessaire pour répondre aux cas plus complexes.			
Les consultations se font par téléphone ou en personne. Tout dépendant de l'achalandage du service aux locataires, les stagiaires peuvent aussi être appelé(e)s à faire la mise à jour de certains documents d'information ou d'outils d'éducation populaires ou encore.			

COMITÉ LOGEMENT ROSEMONT

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	5350, Lafond, suite R-145	Site Internet :	www.comitelogement.org
Ville :	Montréal	Métro à proximité	Joliette et Saint-Michel
Code postal :	H1X 2X2	Nombre de	2
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	Eric Locas	Téléphone :	514 597-2581
Titre :	Responsable du service aux locataires	Poste :	101
Courriel :	eric.locas@comitelogement.org	Télécopieur :	
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Eric Locas		
Formation :	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec		
Type de suivis :	Hebdomadaire		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Le Comité logement Rosemont est un organisme qui a pour objectif l'amélioration du développement urbain et des conditions de logement de la population du quartier. C'est un organisme de défense des droits des locataires, qui habitent dans des logements issus du marché privé ou des logements sociaux.</p>			
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <p>Le Comité logement Rosemont intervient en matière de logement selon plusieurs angles. D'abord, la défense individuelle des droits des locataires. Par le biais du service aux locataires, les personnes vivant divers problèmes de logement peuvent recevoir gratuitement les informations et le soutien nécessaires afin de leur permettre de faire valoir leurs droits. Ce service est offert soit au téléphone, soit lors de rencontres individuelles. En second lieu, le Comité contribue à l'éducation populaire en offrant à la population et aux organismes du quartier des séances d'information sur le logement. De cette façon, les locataires mieux informés de leurs droits et obligations peuvent plus facilement faire face au difficile marché locatif. En dernier lieu, le Comité est actif sur le plan des revendications en matière de logement, et ce, autant pour exiger des modifications législatives pour mieux protéger les locataires contre les abus de certains propriétaires que pour revendiquer la construction de logements sociaux pour mieux loger les personnes et familles à faibles revenus.</p>			
<p><u>Clientèle cible</u></p> <p>La clientèle cible est l'ensemble des locataires du quartier Rosemont, plus particulièrement les personnes sans emploi, personnes assistées sociales, les chef(fe)s de famille monoparentale, les personnes âgées et les travailleurs et travailleuses à faibles revenus.</p>			
DOMAINES D'INTERVENTION (%)			
1)	Logement	100 %	
Domaines de formation des intervenant(e)s :		Droit locatif	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de		Non	
Domaines d'études des autres stagiaires :			
EXIGENCES GÉNÉRALES			

Niveau de formation :	Tous les niveaux		
Horaire :	1 journée par semaine		
Langues parlées :	Français	Langues écrites :	Français
Autres :			
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Formation obligatoire lors de la première journée de stage. Le contenu de cette formation aborde tous les aspects du service aux locataires, notamment la loi et les règlements, le service téléphonique, les entrevues, la rédaction d'une mise en demeure, le système informatique de l'organisme et la défense collective des droits.			
Période de formation :	Automne	Durée :	
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
Autonomie, écoute des gens, débrouillardise, excellente maîtrise du français écrit, avoir à cœur la cause des locataires.			
DESCRIPTION DU STAGE			
<p>Les principales tâches de la ou du stagiaire s'inscrivent dans le cadre du service aux locataires. Ainsi, l'étudiant(e) stagiaire sera appelé(e) à assurer le service de consultation individuelle, soit par téléphone, soit sur rendez-vous. Lorsqu'un dossier est complexe, une recherche pourra être nécessaire. De plus, l'étudiant(e) stagiaire aidera des locataires dans leurs démarches judiciaires, de la rédaction de lettre de mise en demeure à la préparation de l'audition devant la Régie du logement.</p> <p>Dépendamment de l'achalandage du service au locataire, il est possible que l'étudiant(e) stagiaire soit invité(e) à aider à la préparation des activités du Comité. De plus, selon les intérêts de la ou du stagiaire, d'autres projets et activités peuvent être proposés.</p>			

COMITÉ LOGEMENT DE MONTRÉAL-NORD

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Adresse :	11 379 Garon, bureau 1	Site Internet :	Facebook : @CLMNCLMN		
Ville :	Montréal-Nord	Métro à proximité :	Henri-Bourassa (avec autobus 49 ou 69)		
Code postal :	H1H 3T7	Nombre de stages :	1		
PERSONNE-RESSOURCE					
Nom :	Mélissa White	Téléphone :	514 852-9253		
Titre :	Organisatrice communautaire	Poste :	201		
Courriel :	m.white@clmn.ca	Télécopieur :			
MAÎTRE DE STAGE					
Nom :	Mélissa White				
Courriel:	m.white@clmn.ca				
Formation :	Baccalauréat en criminologie et certificat en droit				
Type de suivis :	Rencontre avec l'étudiant(e), selon le besoin				
DESCRIPTION DE L'ORGANISME					
<u>Principaux objectifs</u> Promotion du droit au logement pour toutes et tous, informer les locataires de Montréal-Nord sur leurs droits et recours en matière de logement, promouvoir le logement social, favoriser le regroupement entre locataires.					
<u>Activités et/ou services offerts</u> <ul style="list-style-type: none"> • Service individuel aux locataires, par téléphone, courriel ou rendez-vous • Ateliers d'informations sur les droits et les recours des locataires • Activités de vie associative avec les membres (comités, assemblées générales) • Participation à des lieux de concertation locaux, régionaux et nationaux • Défense collective des droits des locataires par l'organisation et la participation à des manifestations, actions et rassemblements, et plusieurs autres. 					
<u>Clientèle cible</u> Les locataires					
DOMAINES D'INTERVENTION (%)					
1)	Logement	100 %	3)		
2)			4)		
COMPOSITION DU PERSONNEL					
Domaines de formation des intervenant(e)s :			DEC en techniques de travail social, Bac en Sociologie, Bac en criminologie		
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :			Non		
Domaines d'études des autres stagiaires :					
EXIGENCES GÉNÉRALES					
Niveau de	Un peu de connaissances en matière de droit au logement				
Horaire :	Du lundi au jeudi de 9 h à 17 h, peu importe la journée				
Langues parlées :	Français / Anglais		Langues écrites :	Français /Anglais	
Autres :					

FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Période de formation :	Formation au mois d'Août par le Regroupement des comités logement et associations des locataires du Québec	Durée :	Environ une journée et demi.
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
Intérêt pour la justice sociale, l'accès à la justice, la défense des droits dans une perspective « d'empowerment ».			
DESCRIPTION DU STAGE			
L'étudiant(e) devra assurer le service aux locataires de l'organisme, rencontrer les locataires individuellement, rédiger avec eux et elles des mises en demeure, les aider à se préparer à des audiences au Tribunal administratif du logement. L'étudiant(e) aura à informer les locataires de leurs droits par téléphone et à répondre à leurs courriels. Elle et il pourra être amené(e) à coanimer des ateliers de vulgarisation des droits et recours en matière de logement. Enfin, l'étudiant(e) pourra aider l'organisme à mettre à jour et à bonifier ses ateliers d'éducation populaire en lien avec le droit du logement (si le temps le permet).			

CONCERTATION-FEMME

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Adresse :	12225, rue Grenet, Bureau 3514	Site Internet :	www.concertationfemme.ca		
Ville :	Montréal	Métro à proximité :	Henri-Bourassa, Sauvé, Côte-Vertu		
Code postal :	H4J 2N7	Nombre de stages :	2		
PERSONNE-RESSOURCE					
Nom :	Maysoun Faouri	Téléphone :	514 336-3733		
Titre :	Directrice générale	Poste :			
Courriel :	info@concertationfemme.ca	Télécopieur :			
MAÎTRE DE STAGE					
Nom :	Maysoun Faouri				
Formation :	Éducation				
Type de suivis :	Hebdomadaire				
DESCRIPTION DE L'ORGANISME					
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Concertation-Femme a pour mission d'offrir aux femmes des services communautaires visant l'amélioration de la qualité de leur vie et les rendre autonomes : Les objectifs sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Briser l'isolement des femmes • Aider les femmes à se prendre en charge dans les aspects : affectif, social, économique et politique • Contrer la violence faite aux femmes dans toutes ses formes : physique, psychologique, verbale, sexuelle, spirituelle et économique • Soutenir les femmes immigrantes dans leur intégration à la société d'accueil • Aider les femmes âgées à vieillir en santé • Prévenir les problèmes de santé mentale, psychologique et physique. 					
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Services d'accueil, d'information et références • Relation d'aide : rencontres individuelles, ateliers de développement personnel • Cours de français, atelier de conversation en français • Services d'informations juridiques • Ateliers vivre en santé, ateliers d'artisanats, bibliothèques vivantes, cercles de paroles interculturels, ateliers de développement personnel • Service de halte-garderie. 					
<p><u>Clientèle cible</u></p> <p>La clientèle de Concertation-Femme se compose de femmes âgées de 18 ans et plus.</p>					
DOMAINES D'INTERVENTION (%)					
1)	Violence conjugale	35 %	4)	Problèmes juridiques	14 %
2)	Isolement	70 %	5)	Santé	50 %
3)	Intégration	75 %	6)	Pauvreté	20 %

COMPOSITION DU PERSONNEL			
Domaines de formation des intervenant(e)s :		Éducation	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		Oui	
Domaines d'études des autres stagiaires :		Pharmacie, éducation	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	Tous les niveaux		
Horaire :	1 journée complète		
Langues parlées :	Français, anglais (un atout)	Langues écrites :	Français, anglais (un atout)
Autres :	Tenue vestimentaire conventionnelle		
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Formation d'intégration dès le début du stage donné par la maître de stage.			
Période de formation :	Automne	Durée :	2 h
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
Qui a à cœur la cause des femmes, esprit communautaire, motivée, dynamique et autonome.			
DESCRIPTION DU STAGE			
Répondre aux appels téléphoniques et faire la recherche appropriée Recevoir des femmes en entrevue individuelle Préparer et animer des infos-rencontres sur des thèmes qui touchent les femmes (membres).			

ÉDUCALOI

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Adresse :	407, boul. Saint-Laurent, suite 102		Site Internet :	www.educaloi.qc.ca	
Ville :	Montréal		Métro à proximité :	Place d'Armes, Champ-de-Mars	
Code postal :	H2Y 2Y5		Nombre de stages :	1	
PERSONNES-RESSOURCES					
Nom :	Me Nihal Selim		Téléphone :	514 954-3408	
Titre :	Vulgarisatrices juridiques		Poste :	3252	
Courriel :	nihal.selim@educaloi.qc.ca		Télécopieur :	514 954-3493	
MAÎTRE DE STAGE					
Nom :	Me Nihal Selim				
Formation :	Droit				
Type de suivis :	Hebdomadaire et de façon ponctuelle				
DESCRIPTION DE L'ORGANISME					
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Éducaloi est un organisme de bienfaisance enregistré qui s'est donné pour mission d'informer les Québécois et les Québécoises de leurs droits et obligations en mettant à leur disposition de l'information juridique de qualité, rédigée dans un langage simple et accessible. En réalisant sa mission, Éducaloi poursuit plusieurs objectifs, soit de favoriser une meilleure connaissance du droit et de sensibiliser les différents acteurs sociaux de même que la population à l'importance de la justice dans la vie de tous les jours. Afin de l'assister dans la réalisation de sa mission, Éducaloi peut compter notamment sur l'appui du ministère de la Justice du Canada, du ministère de la Justice du Québec, de SOQUIJ, de la Chambre des notaires du Québec, du Barreau du Québec et de la Commission des services juridiques.</p>					
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <p>L'étudiant(e) assistera la directrice générale et le comité de direction dans les différents mandats qui les occupent, en lien avec la réalisation de ses récentes orientations stratégiques. Le stage comportera notamment : l'analyse des récents développements et des rapports en matière d'accès à la justice au Québec et au Canada; l'aide aux employé(e)s d'Éducaloi devant participer à des comités, tables rondes et forums auxquels est appelé à siéger Éducaloi afin de partager son savoir-faire et son expertise en vulgarisation juridique et en matière de communication citoyenne; la prise de notes et la rédaction de comptes rendus suite à ces rencontres afin de faire état de réflexions et de recommandations au bénéfice d'Éducaloi et de ses partenaires ; la recherche juridique et stratégique en soutien au développement de projets d'envergure pour Éducaloi; le soutien au développement d'activités et de projets de sensibilisation liés au droit, à l'éducation citoyenne et à l'explication du système de justice. Le stage ne comportera pas de contacts directs avec la population, mais plutôt avec les acteurs politiques de la communauté juridique et du milieu de la justice en général. Pour un meilleur aperçu de la mission d'Éducaloi, ou pour connaître ses orientations stratégiques, consultez le site www.educaloi.qc.ca.</p>					
<p><u>Clientèle cible</u></p> <p>L'ensemble de la population québécoise.</p>					
DOMAINES D'INTERVENTION (%)					
1)	Recherche et travail stratégiques variés	40 %	3)	Recherche juridique variée dans les domaines d'Éducaloi, y compris le droit commercial et corporatif	20 %
2)	Développement de projet	20 %	4)	Aide administrative	20 %

COMPOSITION DU PERSONNEL			
Domaines de formation des intervenant(e)s :		Droit et communications	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		Oui	
Domaines d'études des autres stagiaires :		Droit et communications	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	Tous les niveaux		
Horaire :	Être disponible 1 journée complète par semaine pour chacune des 2 sessions.		
Langues parlées :	Français, anglais	Langues écrites :	Français, anglais
Autres :	Maîtrise des outils de recherche informatisés et des logiciels Word, Outlook et Excel		
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Information générale sur les activités de l'organisme et formation pratique sur les outils et méthodes de travail, les principes de base de la recherche juridique et de la vulgarisation de l'information juridique.			
Période de formation :	Été et automne	Durée :	1 jour/semaine
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
<ul style="list-style-type: none">• Intérêt marqué pour les questions d'accès à la justice• Posséder des aptitudes claires en synthèse et en rédaction• Avoir de l'initiative, de l'entregent et être polyvalent• Faire preuve d'imagination, de créativité et d'un sens de la réflexion• Posséder une habilité à vulgariser le droit serait un atout• Vouloir être un agent de changement• Être bilingue.			
DESCRIPTION DU STAGE			
<p>Les stagiaires d'Éducaloi sont appelé(e)s non seulement à mettre en œuvre les connaissances acquises en classe, mais aussi à développer des habiletés professionnelles qui seront utiles tout au long de leur carrière, par le biais de plusieurs types de mandats :</p> <p>Collaboration à diverses tâches liées au développement et à la reconnaissance de l'organisme, en soutien surtout de la direction générale (démarches de partenariats, assistance aux rencontres de leadership, participation aux tempêtes d'idées, sorties dans des comités et colloques, etc.)</p> <p>Rédaction de notes de rencontres externes, comportant réflexions et recommandations</p> <p>Recherche juridique sur de grands sujets précis liés à des clientèles particulières (ex. communautés autochtones, nouveaux arrivants, justiciables qui se représentent seuls)</p> <p>Et plusieurs autres</p>			

GROUPE D'AIDE ET D'INFORMATION SUR LE HARCÈLEMENT SEXUEL AU TRAVAIL (GAIHST)

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	7245 rue Alexandra, local 305	Site Internet :	www.gaihst.qc.ca
Ville :	Montréal	Métro à proximité :	De Castelnau/Jean Talon
Code postal :	H2R 2Y9	Nombre de stages :	2
PERSONNES-RESSOURCES			
Nom :	Me Sandrine Charbonneau (elle) Me Mollie Poissant (elle/they)	Téléphone :	514 526-0789
Titre :	Intervenante-avocate au département des plaintes	Poste :	242 (Me Poissant) 227 (Me Charbonneau)
Courriel :	mollie.poissant@gaihst.qc.ca sandrine.charbonneau@gaihst.qc.ca	Télécopieur :	514 526-8891
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Me Mollie Poissant et Me Sandrine Charbonneau		
Formations :	Droit, philosophie, science politique		
Type de suivis :	Hebdomadaire et de façon ponctuelle		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<u>Principaux objectifs</u>			
Le GAIHST vient en aide aux victimes de harcèlement sexuel et psychologique au travail. Le premier contact de la clientèle avec le Groupe d'aide se fait par l'entremise du Département de relation d'aide. Dans ce département, nous offrons un service d'écoute téléphonique et d'information concernant les démarches à suivre dans leur dossier (aide quant au dépôt de la plainte, aide pour la rédaction d'une version des faits, etc.). Si la consultation ou la représentation juridique est nécessaire (CNESST, TAT, TDP), le dossier est traité par le Département des plaintes. C'est dans ce département que les stagiaires en droit assisteront les intervenantes. Le GAIHST offre également des sessions de sensibilisation et de la formation aux différentes entreprises.			
<u>Activités et/ou services offerts</u>			
Soutien moral et technique, suivi à court et long terme des dossiers, suivis psychosociaux, cafés-rencontres, sessions de sensibilisation et de formation, accompagnement et représentation dans les recours entrepris.			
<u>Clientèle cible</u>			
Victime de harcèlement psychologique et sexuel au travail, clientèle à prédominance féminine			
DOMAINES D'INTERVENTION (%)			
1)	Travail	60 %	
2)	Personnes	35 %	
3)	Administratif	5 %	
COMPOSITION DU PERSONNEL			
Domaines de formation des intervenant(e)s :		Droit, criminologie, ressources humaines, travail social	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		Oui	
Domaines d'études des autres stagiaires :		Sexologie, criminologie, travail social	

EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	2 ^e ou 3 ^e année		
Horaire :	1 journée complète		
Langues parlées :	Français, anglais	Langues écrites :	Français
Autres :			
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Une journée complète de formation au GAIHST qui portera sur : <ul style="list-style-type: none">• Le harcèlement au travail• Les recours devant les tribunaux• Le délai pour déposer une plainte devant chaque instance• Les tâches de stagiaires• Etc.			
Période de formation :	Automne	Durée :	1 journée
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
Autonome, motivé.e, ouverture d'esprit, ayant l'esprit d'équipe, habile en rédaction, sociable, accueillant.e, ponctuel.le, ayant un bon esprit d'initiative, ayant une conscience des enjeux féministes et intersectionnels.			
DESCRIPTION DU STAGE			
Effectuer des recherches juridiques en lien avec le harcèlement au travail Préparer et animer un café-rencontre d'ordre juridique Rédiger des affidavits/déclarations sous serment Effectuer des résumés de dossier et des lignes du temps Assister et/ou diriger des entrevues avec la clientèle lorsque les circonstances s'y prêtent Assister à des médiations, conciliations et/ou audiences si l'horaire le permet Assister à des sessions de sensibilisation ou de formation Rédiger un article de nature juridique dans le journal distribué aux membres de l'organisme.			

INFOLOGIS DE L'EST DE L'ÎLE DE MONTRÉAL

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Adresse :	2532, rue des Ormeaux		Site Internet :	www.infologis.ca	
Ville :	Montréal		Métro à proximité :	Honoré-Beaugrand (autobus 185 Est, 189 ou 26 Est)	
Code postal :	H1L 4X5		Nombre de stages :	2	
PERSONNE-RESSOURCE					
Nom :	Jean-Christophe Bureau		Téléphone :	514 354-7373	
Titre :	Responsable du service juridique		Poste :		
Courriel :	developpement@infologis.ca		Télécopieur :	514 354-3465	
MAÎTRE DE STAGE					
Nom :	Jean-Christophe Bureau				
Formation :	Techniques en travail social				
Type de suivis :	Hebdomadaire				
DESCRIPTION DE L'ORGANISME					
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Fondé en 1978, Infologis de l'Est de l'Île de Montréal est un organisme à but non lucratif dont la mission principale est la défense des droits des locataires, particulièrement dans le logement locatif privé; ainsi que la revendication et la promotion du logement social. Son territoire couvre les quartiers Mercier-Est et Mercier-Ouest dans l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve; les arrondissements d'Anjou et de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles et la ville de Montréal-Est.</p>					
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <p>Les stagiaires sont amené(e)s à aider les locataires dans la défense individuelle de la manière suivante : informer les locataires sur leurs droits et leurs obligations par téléphone ou lors de rencontres individuelles, supporter les locataires dans la rédaction des lettres types (mises en demeure) ainsi qu'accompagner occasionnellement les locataires au Tribunal Administratif du Logement (TAL).</p> <p>Infologis utilise d'autres moyens pour réaliser sa mission. En effet, l'organisme offre aux citoyen(ne)s et aux organismes du milieu des ateliers d'information sur les enjeux du droit au logement (reprise de logement, hausses de loyer, etc). Infologis est aussi très actif en ce qui a trait à la revendication et à la promotion du logement social. Ceci passe par la mobilisation des locataires lors des ateliers sur le logement social pour qu'ils se regroupent en comité des requérants. Infologis intervient via la concertation locale pour le développement du logement social et par des représentations politiques.</p>					
<p><u>Clientèle cible</u></p> <p>Les locataires des territoires desservis : Mercier-Est, Mercier-Ouest, Anjou, Rivière-des-Prairies, Pointe-aux-Trembles et la ville de Montréal-Est, et plus particulièrement les plus démunis.</p>					
DOMAINES D'INTERVENTION (%)					
1)	Prendre les messages	10 %	4)	Courriels, statistiques et autres	10 %
2)	Intervention téléphonique	40 %			
3)	Intervention en présentiel	40 %			
COMPOSITION DU PERSONNEL					
Domaines de formation des intervenant(e)s :			Travail social, droit, éducation spécialisée		
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :			Oui		
Domaines d'études des autres stagiaires :			Travail social		

EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	2 ^e ou 3 ^e année		
Horaire :	1 journée complète par semaine		
Langues parlées :	Français	Langues écrites :	Français
Autres :	Autre(s) langue(s) un atout		
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Nous offrons une formation de 2 jours sur le droit du logement à la fin de l'été. La formation porte principalement sur le <i>Code civil du Québec</i> en matière de logement locatif et la loi sur le Tribunal administratif du logement.			
Période de formation :	Automne (Fin août)	Durée :	2 journées
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
<ul style="list-style-type: none">• Intérêt marqué pour la défense des droits des locataires• Manifeste une ouverture aux différentes réalités sociales : empathie, capacité d'écoute, capacité d'analyse et de rédaction• Autonome et capable de travailler en équipe.			
DESCRIPTION DU STAGE			
Renseigner les locataires soit par téléphone, ou lors des rencontres personnelles; donner des informations juridiques ou référer à d'autres ressources; rédiger des mises en demeure et assurer le suivi des dossiers; offrir des ateliers d'information sur les droits et obligations des locataires; occasionnellement, accompagner les locataires au Tribunal administratif du logement.			

INFORM'ELLE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	2068, boul. Édouard	Site internet :	www.informelle.org
Ville :	St-Hubert	Métro à proximité :	Longueuil
Code postal :	J4T 2A1	Nombre de stages :	3
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	Martine Laprade	Téléphone :	450 443-3442
Titre :	Directrice générale	Poste :	224
Courriel :	droitpourelle@informelle.org	Télécopieur :	450 443-2992
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Lili Beka		
Formation :	Droit, médiation familiale		
Type de suivis :	Hebdomadaire		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<u>Principaux objectifs</u> <ul style="list-style-type: none"> • Vulgariser l'information juridique en droit de la famille • Habilitier la population générale et les femmes en particulier à prendre des décisions éclairées • Engager les femmes dans un processus d'autonomie • Faciliter, par la médiation familiale, les ententes de séparation ou de divorce dans le respect des besoins de tous les membres de la famille 			
<u>Activités et/ou services offerts</u> <ul style="list-style-type: none"> • Information juridique en droit de la famille au téléphone et en rencontre individuelle • Formations sur les différentes composantes du droit de la famille : séparation/divorce, union de fait, contrat de vie commune, succession/testament, mandat de protection, pension alimentaire, patrimoine familial • Service de médiation familiale. 			
<u>Clientèle cible</u> <ul style="list-style-type: none"> • Femmes et leur famille 			
DOMAINES D'INTERVENTION (%)			
1)	Famille/femmes	100 %	
COMPOSITION DU PERSONNEL			
Domaines de formation des intervenant(e)s :		Droit, communication, secrétariat	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		Non	
Domaines d'études des autres stagiaires :		N/A	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	2 ^e ou 3 ^e année		
Horaire :	1 journée complète par semaine		
Langues parlées :	Français (anglais et autre langue, un atout)	Langues écrites :	Français (excellence, un atout)
Autres :	Connaissances de base en informatique. Ordinateur portable très utile mais pas obligatoire.		

FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
<ul style="list-style-type: none"> • Survol des notions du droit de la famille avec la juriste responsable du stage • Lecture obligatoire du Fichier juridique d'Inform'elle (outil de référence de quelques centaines de pages qui fait un tour complet du droit de la famille sous forme de questions/réponses) • Jumelage avec une préposée à la ligne d'information juridique d'expérience. 			
Période de formation :	Automne	Durée :	2 premiers jours de stage
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
Connaissance de base du droit de la famille, écoute et empathie, curiosité professionnelle, capacité d'apprentissage rapide, facilité d'intégration à l'équipe de travail, intérêt pour le communautaire et l'entraide.			
DESCRIPTION DU STAGE			
<ul style="list-style-type: none"> • La tâche principale des stagiaires est de répondre à la ligne téléphonique d'information juridique. Les stagiaires vulgarisent (simplifient en langage courant) l'information juridique en droit de la famille uniquement et s'assurent de la bonne compréhension de l'interlocutrice ou de l'interlocuteur sans toutefois donner d'avis ou des conseils. De surcroît, les stagiaires, à l'aide de nombreux répertoires mis à leur disposition, recommandent les personnes dont les besoins correspondent à des ressources spécialisées. Ils et elles remplissent également une fiche après chacun des appels. Les stagiaires qui se sentent prêt(e)s à recevoir des personnes en rencontre individuelle d'une durée d'environ 30 minutes ont aussi l'occasion de le faire. • Ils et elles sont aussi appelé(e)s à : <ul style="list-style-type: none"> - rédiger des dossiers juridiques et de courtes chroniques ou capsules juridiques pour publication dans notre bulletin mensuel et dans un journal communautaire ou média local; - faire des recherches jurisprudentielles à l'occasion; - réaliser une recherche plus poussée pour étoffer un dossier particulier. • L'animation d'un atelier juridique d'une durée d'une heure à l'intention des élèves de 5^e secondaire est prévue pour le trimestre d'hiver. Il s'agit de présenter cet atelier à plusieurs classes. Cette activité obligatoire est un excellent exercice de vulgarisation qui aide grandement à la compréhension des notions droit de la famille. 			

JURIPOP

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	2006, rue Plessis, Local 300	Site Internet :	www.juripop.org
Ville :	Montréal	Métro à proximité :	Beaudry et Sherbrooke
Code postal :	H2L 2Y3	Nombre de stages :	2
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	Me Charles-Éric Desîlets	Téléphone :	514 705-1637
Titre :	Avocat au Programme en harcèlement et violences sexuelles au travail	Poste :	283
Courriel :	cedesilets@juripop.org	Télécopieur :	450 845-1667
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Me Charles-Éric Desîlets		
Formation :	Droit		
Type de suivis :	Hebdomadaires		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Juripop est un organisme à but non lucratif dédié à l'amélioration de l'accessibilité à la justice pour tous et pour toutes. Juripop réalise sa mission en donnant accès à des services juridiques à coût modique aux personnes exclues de l'aide juridique, mais dont les moyens financiers ne leur permettent pas de retenir les services d'un(e) avocat(e). Juripop réalise également des projets créatifs et novateurs à travers laquelle elle offre de l'information juridique gratuite, claire et personnalisée aux populations vulnérables. Ses services incluent également de l'accompagnement juridique gratuit à toutes les personnes ayant vécu des violences sexuelles ou du harcèlement sexuel ou psychologique au travail.</p>			
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <p>Pour le volet services juridiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conseils juridiques et représentations devant les tribunaux en droit de la famille, droit civil, droit du logement et droit des affaires • Accompagnement juridique pour les victimes de violences sexuelles et de harcèlement sexuel ou psychologique au travail. <p>Pour le volet projets d'information juridique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consultations juridiques gratuites dans des espaces publics, comme des parcs ou le métro de Montréal • Concours de plaidoirie dans des écoles secondaires et collégiales • Conférences et formations • Etc. 			

Clientèle cible**Pour le volet services juridiques :**

- Les personnes non admissibles à l'aide juridique gouvernementale et dont les revenus sont à l'intérieur des balises fixées par l'organisme, le revenu maximal autorisé étant 73 108 \$ pour une famille composée de quatre (4) personnes ou plus. Aussi, tout le secteur des organisations à but non lucratif.
- Toute personne ayant vécu des violences sexuelles ou du harcèlement sexuel ou psychologique au travail.

Pour le volet projets d'information juridique : Le public en général et, plus spécifiquement, les clientèles vulnérables vivant des difficultés particulières d'accès à la justice.

DOMAINES D'INTERVENTION (%)

1)	Droit familial	25 %	5)	Droit du logement	5 %
2)	Violences sexuelles et harcèlement	25 %	6)	Droit administratif	10%
3)	Droit civil	15 %	7)	Autres	5 %
4)	Droit des affaires	10 %	8)		

COMPOSITION DU PERSONNEL

Domaines de formation des intervenant(e)s :	Droit
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :	Oui
Domaines d'études des autres stagiaires :	Droit

EXIGENCES GÉNÉRALES

Niveau de formation :	Étudiant(e)s de 2 ^e ou de 3 ^e année		
Horaire :	1 journée par semaine		
Langues parlées :	Français	Langues écrites :	Français
Autres :	Le bilinguisme est un atout. Les candidat(e)s doivent soumettre une lettre d'intérêt, un curriculum vitae à jour et leur relevé de notes le plus récent. Nécessité de pouvoir utiliser les logiciels de la suite Office. Pouvoir travailler dans un environnement PC.		

FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES

Nous travaillons avec un outil informatique pour cabinets d'avocats, JurisConcept (<http://jurisconcept.ca>), que les stagiaires apprendront à utiliser au début de leur stage.

Période de formation :	Durant la première semaine de stage	Durée :	3h
------------------------	-------------------------------------	---------	----

PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)

- Intérêt marqué pour l'accès à la justice
- Curiosité intellectuelle
- Professionnalisme et rigueur
- Flexibilité et capacité d'adaptation au changement.

DESCRIPTION DU STAGE

Les stagiaires sont appelé(e)s à travailler au sein des deux volets d'activités de l'organisme, soit les services juridiques et les projets d'éducation et d'information juridique.

Sous le volet services juridiques, les stagiaires contribueront aux dossiers des différent(e)s avocat(e)s en effectuant de la recherche juridique, de la rédaction de procédures ainsi que d'avis juridiques.

Sous le volet projets, les stagiaires seront assigné(e)s à un(e) chargé(e) de projet - dont la plupart sont avocat(e)s de formation - qu'ils et elles accompagneront à travers la conception, la planification et la réalisation de nos différents projets d'éducation et d'information juridique. Les tâches, très variées, inclueront la recherche juridique et logistique, le développement de partenariats et la participation à des cliniques juridiques populaires et/ou à des conférences d'information juridique.

POSSIBILITÉ D'EMPLOI D'ÉTÉ À LA FIN DU STAGE

Il est à noter que l'organisme demande des subventions salariales chaque année en vue d'embaucher des étudiant(e)s pendant l'été, soit pour huit (8) semaines, des postes rémunérés au salaire minimum. Le nombre de postes disponibles dépend de la subvention obtenue et peut varier entre un et trois.

Pour ces postes, les stagiaires qui se dirigent immédiatement vers l'École du Barreau seront considéré(e)s en priorité à toute autre candidature qui pourrait être reçue par l'organisme.

LA MAISON BLEUE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse:	3735 rue Plamondon	Site Internet:	maisonbleue.info
Ville:	Montréal	Métro à proximité:	Côte-des-neiges, Verdun, Fabre ou Parc
Code postal:	H3S-1L8	Nombre de stages:	1
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom:	Elizabeth Sigouin	Téléphone:	514 660-8165
Titre:	Directrice du projet Accès Justice et avocate	Poste:	
Courriel:	elizabeth.sigouin@maisonbleue.info	Télécopieur:	
MAÎTRE DE STAGE			
Nom:	Elizabeth Sigouin		
Formation:	Avocate		
Type de suivi:	Hebdomadaire		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>La Maison Bleue vient en aide aux familles qui attendent un enfant et qui ont besoin d'accompagnement et de soutien car elles vivent dans un contexte de vulnérabilité : pauvreté, situation de violence, de négligence, toxicomanie, statut migratoire précaire, etc..</p> <p>La Maison Bleue a pour mission de réduire les inégalités sociales en intervenant auprès des familles dès la grossesse. Elle favorise le développement optimal des enfants, du ventre de leur mère jusqu'à l'âge de 5 ans.</p>			
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <p>La Maison Bleue intervient au-delà du suivi médical en rassemblant sous un même toit une équipe d'intervenant(e)s issues du système public : médecins de famille, sages-femmes, infirmières, travailleuses sociales, psychoéducatrices et éducatrices spécialisées. Ce modèle hybride rallie les forces du système public et celles d'un OBNL. La Maison Bleue facilite l'accès aux services préventifs pour les familles difficilement rejointes par le système de santé publique. Les équipes interdisciplinaires travaillent en collaboration pour atténuer l'ensemble des difficultés qui peuvent survenir pour les personnes en situation de précarité lorsqu'elles accueillent et élèvent un enfant. Ces services sont offerts dans quatre maisons à Montréal (St-Michel, Verdun, Parc-Extension et Côte-des-Neiges). Un cinquième site ouvrira ses portes en 2023 à Montréal-Nord.</p> <p>Depuis 2022, nous avons ajouté un volet juridique à nos services. Deux avocat(e)s offrent de l'information et de l'accompagnement juridique de manière individuelle aux familles de La Maison Bleue qui font face à différents problèmes juridiques (immigration, logement, séparation, violence conjugale, droit criminel etc.). Dans le cadre de ce nouveau volet, nous mettons aussi sur pied des ateliers d'information juridique afin de sensibiliser les familles sur différents enjeux. Nous désirons aussi créer des outils pour les familles et nos intervenant(e)s.</p>			
<p><u>Clientèle cible</u></p> <p>La Maison Bleue accompagne les femmes enceintes et leur famille (jusqu'à ce que l'enfant ait 5 ans). Les familles que nous soutenons vivent dans un contexte de vulnérabilité : pauvreté, situation de violence, de négligence, toxicomanie, statut migratoire précaire, etc.</p>			

DOMAINES D'INTERVENTION (%)					
1)	Immigration	45 %	4)	Logement	7 %
2)	Familial	20 %	5)	Autre	13 %
3)	Criminel	15 %			
COMPOSITION DU PERSONNEL					
Domaines de formation des intervenant(e)s :			Nous sommes une équipe multidisciplinaire : Droit, soins infirmier, travail social, médecine, psychoéducation ou éducation spécialisée, sage-femme		
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :			Oui		
Domaines d'études des autres stagiaires :			Soins infirmiers, travail social, médecine, psychoéducation ou éducation spécialisée		
EXIGENCES GÉNÉRALES					
Niveau de formation:		2 ^e ou 3 ^e année			
Horaire:		À discuter : 1 journée ou 2 demi-journées			
Langues parlées:		Français et anglais		Langues écrites: Français et anglais	
Autres:		Une autre langue parlée est un atout			
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES					
L'étudiant(e) stagiaire sera accueilli(e) en début de stage et une présentation de l'organisme La Maison Bleue et du projet Accès Justice lui sera offerte. En cours d'année, différentes formations en droit pourront être offertes aux équipes d'intervention (sur le droit de l'immigration, sur les règles de séparation, etc.). L'étudiant(e) pourra assister à ces formations. L'étudiant(e) pourra aussi assister à certaines formations psychosociales si cela est pertinent à son travail.					
Période de formation:		Automne		Durée: 1 jour et plus au besoin	
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)					
<p>Nous recherchons un(e) étudiant(e) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Autonome Flexible Engagé(e) <p>L'étudiant(e) devra faire preuve d'initiative et démontrer un intérêt pour la justice sociale, le droit de l'immigration et de la famille.</p>					
DESCRIPTION DU STAGE					
<p>La principale tâche sera de collaborer à la création et la mise sur pied d'outils d'information juridique sur différents enjeux touchant les familles (droit de l'immigration, logement, familial). Ces outils seront destinés à deux publics : les familles (ateliers, aide-mémoire, etc.) et les intervenant(e)s non-juristes de La Maison Bleue (bottin de ressource, aide-mémoire, etc). L'étudiant(e) participera aussi aux ateliers d'information juridique. L'étudiant(e) pourra aussi accompagner au besoin les familles dans différentes démarches lorsque cela est nécessaire (ex: première rencontre à l'aide juridique, etc..).</p> <p>L'étudiant(e) assistera à l'occasion aux rencontres d'information juridique avec l'avocat(e).</p> <p>L'étudiant(e) effectuera aussi des recherches juridiques ponctuelles selon les demandes reçues par les avocat(e)s. Elle ou il pourra aussi faire une compilation des recherches.</p> <p>L'étudiant(e) sera supervisé(e) par un(e) avocat(e) du projet Accès Justice, mais il ou elle sera amené(e) à collaborer avec différent(e)s professionnel(le)s (travailleur(euse) social(e), psychoéducateur(trice), etc.).</p>					

LE COLLECTIF JURIDIQUE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	Bureau administratif : 4450, rue Saint-Hubert (local 424) *Note : les étudiant(e)s travaillent à différents endroits à Montréal, dépendamment du point de service qui leur est assigné. Les rencontres d'équipes ont lieu à nos bureaux administratifs	Site Internet :	https://lecollectifjuridique.ca
Ville :	Montréal	Métro à proximité :	Dépend du point de service assigné (voir section « Horaire »)
Code postal :	H2J 2W9	Nombre de stages :	Entre 10 et 12
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	Léa Charbonneau-Lacroix	Téléphone :	514 507-3054
Titre :	Directrice générale	Poste :	4231
Courriel :	admin@lecollectifjuridique.ca	Télécopieur :	514 548-2892
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	À déterminer par points de service (avocate ou avocat superviseure)		
Formation :	Droit		
Type de suivis :	Une réunion d'équipe hebdomadaire a lieu afin de discuter des dossiers actifs du Collectif juridique et répartir les tâches de suivi. Les superviseur(e)s sont disponibles en dehors de ces réunions par téléphone ou courriel.		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<p><u>Principaux objectifs :</u></p> <p>Le Collectif juridique a pour mission de promouvoir l'accès à la justice en fournissant le soutien requis aux personnes dans le besoin, tout en engageant la communauté juridique dans cet objectif. La fonction principale du Collectif juridique consiste à aider une clientèle défavorisée en offrant de l'information juridique, des conseils juridiques et de l'accompagnement dans diverses démarches juridiques. Dans le cadre de sa mission, le Collectif juridique offre également des ateliers d'éducation juridique sur divers sujets de droit qui répondent à des besoins ciblés auprès de sa clientèle.</p>			
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <p>Par l'entremise de ses quatre points de service dans les quartiers du Mile-End, de la Petite-Bourgogne, de Parc-Extension, et de Rosemont Petite-Patrie, le Collectif juridique offre des séances hebdomadaires de consultations juridiques gratuites. Les points de service sont situés au sein de quatre organismes communautaires qui prêtent leurs locaux pour les consultations. Les suivis des dossiers de nos usager(ère)s sont personnalisés et sont déterminés au cas par cas, selon le dossier présenté et les ressources disponibles. Les suivis peuvent notamment consister en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La révision ou la rédaction d'une lettre de mise en demeure • La révision d'une demande à la Régie du logement ou d'une demande ou d'une réponse à la division des petites créances • La remise d'un mémo de recherche • La révision d'une demande d'asile • La rédaction d'un affidavit • Une recherche jurisprudentielle • La préparation à une audience • L'accompagnement à la cour, au bureau d'aide juridique ou à un service de plainte • La référence vers un autre organisme communautaire ou gouvernemental. 			

<u>Clientèle cible</u> Les usager(ère)s proviennent de tous les quartiers de la ville de Montréal. Ils et elles sont francophones, anglophones ou allophones. Les personnes qui bénéficient de nos services sont à faible revenu. Le Collectif juridique cible une clientèle qui n'est pas admissible à l'aide juridique gouvernementale et qui n'a pas les moyens financiers de payer pour des services privés d'un(e) avocat(e).					
DOMAINES D'INTERVENTION (%) ¹					
1)	Civil général	16 %	5)	Droit du travail	6 %
2)	Logement	27 %	6)	Administratif	4 %
3)	Famille	15 %	7)	Autre	15 %
4)	Immigration	17 %			
COMPOSITION DU PERSONNEL					
Domaines de formation des intervenant(e)s :				Droit	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :				Oui	
Domaines d'études des autres stagiaires :				Droit	
EXIGENCES GÉNÉRALES					
Niveau de	2 ^e ou 3 ^e année				
Horaire :	<p>Point de service de Parc-Extension – disponibilités suivantes obligatoires : Les lundis de 14 h 30 à 18 h (consultations sur place au sein du Comité d'action de Parc-Extension, 419, rue Saint-Roch); Emplacement appelé à changer, il sera probablement relocalisé au 540, Avenue Beaumont, étage à déterminer). Rencontre d'équipe le mercredi de 9 h à 12 h, au 4450 rue Saint-Hubert (métro Mont-Royal).</p> <p>Point de service du Mile-End – disponibilités suivantes obligatoires : Les mercredis de 15 h 30 à 19 h (consultations sur place au à la Bibliothèque Mordecai Richler). Rencontre d'équipe le vendredi de 13 h 30 à 16 h 30, au 4450, rue Saint-Hubert (métro Mont-Royal).</p> <p>Point de service Petite Bourgogne – disponibilités suivantes obligatoires : Les lundis de 14 h 30 à 18 h (consultations sur place au sein du Centre Tyndale St-George 870, Carré Richmond). Rencontre d'équipe le mercredi de 9 h à 12 h, au 4450 Saint-Hubert (métro Mont- Royal)</p> <p>Point de service de Rosemont Petite-Patrie – disponibilités suivantes obligatoires : Les jeudis de 13 h à 16 h 30 (consultations sur place dans les locaux d'Accès Bénévolat, 2544 boulevard Rosemont) Rencontre d'équipe le vendredi de 13 h 30 à 16 h 30, au 4450 rue Saint-Hubert (métro Mont-Royal)</p> <p>Le travail de suivi des dossiers de nos usager(ère)s se fait à l'extérieur de ces plages horaires, selon l'horaire qui convient aux étudiant(e)s et les échéanciers déterminés lors de la rencontre d'équipe.</p>				
Langues	Français et anglais			Langues écrites :	Français et anglais

¹ Les principaux domaines de droit dans chaque point de service sont les suivants :

- Mile-End : droit du logement, droit civil, droit administratif
- Parc-Extension : droit du logement, droit du travail, droit de l'immigration
- Petite-Bourgogne : droit du logement, droit civil, droit administratif
- Rosemont : droit du logement, droit de la famille, droit civil

Autres :	Le stage est d'une durée de deux sessions (automne et hiver)		
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
<p>La formation des étudiant-es en droit fait partie intégrante de la mission du Collectif juridique. En plus de l'expérience pratique significative obtenue durant le stage, nous offrons plusieurs formations spécifiques à l'occasion des rencontres d'équipe. Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none">- Formation sur le droit du logement;- Formation sur le droit de l'immigration;- Formation sur l'écoute active;- Formation sur les dossiers de violence conjugale;- Activités de tribunal-école;- Conférence-causerie avec avocat-es en droit de la famille;- Formation sur la fixation de loyer;- Etc. <p>Par ailleurs, les rencontres d'équipe sont des occasions de faire des points de droit et de développer ses connaissances juridiques en lien avec divers dossiers.</p>			
Période de formation :	Tout au long de l'année	Durée :	+ 20 h
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
<p>Capacité à bien vulgariser les notions complexes, bonne gestion du temps, bonne capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction, sens de l'initiative et d'appropriation des dossiers, excellentes relations interpersonnelles, facilité à communiquer avec les usager(ère)s qui vivent des situations difficiles, intérêt pour la justice sociale et le thème de l'accès à la justice, capacité à travailler de manière autonome et de fiabilité pour mener à terme ses suivis.</p>			
DESCRIPTION DU STAGE			

Les étudiant(e)s font partie intégrante de l'équipe du Collectif juridique. Ils et elles rencontrent les usager(ère)s lors des séances de consultation au point de service qui leur est assigné (les lundis pour Parc-Extension, et Petite Bourgogne, les mercredis pour le Mile-End, les jeudis dans Rosemont Petite-Patrie).

Lors des rencontres individuelles initiales, les personnes se présentent et expliquent leur problème. Les étudiant(e)s doivent identifier les éléments juridiques essentiels de leur situation, de même que les questions juridiques pertinentes. Ils et elles sont responsables de créer et de tenir à jour un dossier pour chaque personne reçue en consultation via le système de gestion de dossiers en ligne de notre organisme (la fiche descriptive inclut un résumé des faits de la situation juridique, des questions à répondre et une liste de chaque étape effectuée ou communication faite dans le cadre du dossier).

Les consultations se font dans des domaines de droit variés. Lors de la rencontre d'équipe hebdomadaire, les étudiant(e)s résument les dossiers de la semaine à leurs collègues et les superviseur(e)s déterminent le suivi à réaliser dans chaque dossier. Par la suite, l'étudiant(e) aura une à trois semaines pour compléter le suivi assigné, ce qui peut inclure une recherche juridique ou compléter certaines démarches pour le dossier de l'utilisateur ou de l'utilisatrice. Toute information transmise ou démarche accomplie par l'étudiant(e) doit être préalablement validée par les avocat(e)s superviseur(e)s ou la directrice générale.

Ainsi, l'étudiant(e) est appelé(e) à participer aux diverses étapes du dossier, c'est-à-dire la consultation initiale, la constitution du dossier, la recherche, la préparation de projets de lettres et/ou actes de procédures, la rédaction de notes de consultation détaillées en vue d'une référence à un(e) avocat(e)s/notaires bénévole ou la rédaction de mémos juridiques. L'étudiant(e) peut aussi être amené(e) à assister à une audience ou accompagner les usager(ère)s lors d'un rendez-vous d'admissibilité à l'aide juridique ou lors d'une consultation avec un(e) avocat(e)/notaire bénévole.

IMPORTANT – Mention obligatoire dans la lettre de présentation : nous demandons aux étudiant(e)s qui posent leur candidature pour le stage d'indiquer pour quel point de service ils font une demande, (Parc-Extension, Mile-End, Petite-Bourgogne ou Rosemont Petite-Patrie), ou s'ils ou elles n'ont pas de préférence.

Note importante: La position de classement du Collectif juridique par les étudiant(e)s sera prise en considération pour la sélection de candidat(e)s pour les entrevues (priorité octroyée aux étudiant(e)s qui indiquent le Collectif juridique comme étant dans leurs trois premiers choix).

Nos stagiaires ont une possibilité d'emploi d'été à la fin du stage. Le Collectif juridique demande des subventions pour des postes d'été via le programme fédéral *Emplois d'Été Canada* et donne généralement priorité aux étudiant(e)s ayant effectué un stage au cours de l'année.

LOGISACTION NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Adresse :	5964, Notre-Dame-de-Grâce #208		Site Internet :	https://logisaction.ca/	
Ville :	Montréal		Métro à proximité :	Vendôme	
Code postal :	H4A 1N1		Nombre de stages :	2	
PERSONNE-RESSOURCE					
Nom :	Fahimeh Delavar		Téléphone :	514 360-7209	
Titre :	Coordonnatrice		Poste :	1010	
Courriel :	coordonnatrice@logisaction.ca		Télécopieur :		
MAÎTRE DE STAGE2					
Nom :	Fahimeh Delavar				
Formation :	Doctorat en Études urbaines				
Type de suivis :	Hebdomadaire				
DESCRIPTION DE L'ORGANISME					
<p><u>Principaux objectifs :</u></p> <p>LogisAction Notre-Dame-de-Grâce est un organisme à but non lucratif fondé en décembre 2016. En raison du manque de ressources pour les locataires de l'ouest de la Ville de Montréal, l'organisme a mandat d'améliorer les conditions de logement des résidents qui y habitent. Nous avons trois points de services : LogisAction NDG, Dépôt alimentaire NDG et Centre communautaire Walkley.</p> <p><u>Activités et/ou services offerts :</u></p> <p>LogisAction NDG tente d'intervenir de différentes façons afin de réaliser sa mission :</p> <ul style="list-style-type: none"> Offrir un service de proximité d'information, de référence, d'accompagnement et de soutien aux résident(e)s de Notre- Dame-de-Grâce, sur les recours légaux relatifs aux baux d'habitation ainsi que la condition de leur logement de façon individuelle ou dans le cadre des ateliers. Favoriser le développement du logement social et communautaire dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce en concertation avec les autres organismes du quartier afin de mieux loger les familles vulnérables. Mobiliser les résident(e)s du quartier sur les enjeux liés au logement et développer des mesures de prévention. Encourager les résident(e)s du quartier à se joindre à notre organisme et à participer dans les activités organisées au sein de cette nouvelle corporation. Soutenir les résident(e)s qui vivent le même problème à l'intérieur d'un bâtiment ou d'un plan d'ensemble de s'y regrouper. 					
<p><u>Clientèle cible</u></p> <p>On aide les locataires les plus démunis du quartier, particulièrement les personnes âgées, les personnes bénéficiant de l'aide sociale, les chef(fe)s de famille monoparentale et les résident(e)s vivant sous le seuil de la pauvreté, à résoudre les problèmes qu'ils rencontrent relativement aux baux d'habitation qui découlent de leur statut social. Nos interventions sont très diverses : remplir les formulaires de logement social, chercher un logement dans une coopérative ou dans un OBNL du quartier, la présence de la vermine et de la moisissure et l'augmentation du loyer, etc.</p>					
DOMAINES D'INTERVENTION (%)					
1)	Défense des droits des locataires	50 %	4)	Mobilisation citoyenne	20 %
2)	Promotion du logement social	10 %			
3)	Éducation populaire	20 %			

COMPOSITION DU PERSONNEL			
Domaines de formation des intervenant(e)s :		Science politique	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		-	
Domaines d'études des autres stagiaires :		-	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	Étudiant(e)s de 2 ^e ou de 3 ^e année		
Horaire :	1 journée complete par semaine		
Langues parlées :	Français, anglais	Langues écrites :	Français, anglais
Autres			
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Période de formation :	oui	Durée :	2 journées
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
<p>Être motivé(e) Leadership dynamique et constructif Capacité d'écoute active, bonne empathie et ouverture Débrouillardise, curiosité et esprit d'équipe Initiative, dynamisme, autonomie; expérience en organisation d'événement un atout Maturité; expérience en relation individuelle un atout.</p>			
DESCRIPTION DU STAGE			
<p>Soutenir la responsable avec la prestation des services aux résident(e)s du quartier de Notre-Dame-de-Grâce ayant des difficultés avec leurs ménages locataires Tenir des rencontres individuelles avec des résident(e)s sur rendez-vous pour fournir de l'information concernant leurs droits en tant que locataire Fournir de l'assistance pour écrire des mises en demeure Répondre au téléphone et tenir des cliniques d'information pour aider et mobiliser les ménages locataires en recherche de logement abordable Sensibiliser les résident(e)s du quartier à l'existence du service d'aide aux locataires Organiser et animer des ateliers sur les droits des locataires dans les centres communautaires Assister le responsable pour le service d'aide aux locataires avec toute autre tâche liée au service Soutenir la responsable avec la prestation des services aux résident(e)s du quartier de Notre-Dame-de-Grâce ayant des difficultés avec leurs ménages locataires.</p>			

MOUVEMENT ACTION-CHÔMAGE DE MONTRÉAL

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	6839A, Drolet	Site Internet :	www.macmtl.qc.ca
Ville :	Montréal	Métro à	Jean-Talon
Code postal :	H2S 2T1	Nombre de	2
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	Jérémy Dhavernas	Téléphone :	514 271-4800
Titre :	Responsable des services juridiques	Poste :	
Courriel :	jdavernas@macmtl.qc.ca	Télécopieur :	
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Jérémy Dhavernas		
Formation :	Droit		
Type de suivis :	Hebdomadaire		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Le MAC de Montréal est un organisme de lutte à la pauvreté et d'éducation populaire. Notre mission est d'informer les travailleur.es au chômage de leurs droits et obligations, plus spécifiquement dans le cadre du programme fédéral d'assurance-emploi. En collaboration avec les milieux syndical et communautaire, nous soutenons les initiatives qui améliorent le programme fédéral d'assurance-emploi et le filet social en général (normes du travail, accidents du travail et maladie professionnel, travail migrant, aide sociale, etc). Nous croyons fermement à l'accès à la justice et à l'éducation juridique.</p>			
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Service d'information téléphonique aux travailleur.ses et aux sans-emploi • Séances d'information de groupe • Accompagnement et intervention auprès de Service Canada • Contestation de décisions en révision administrative et appel au Tribunal de la sécurité sociale 			
<p><u>Clientèle cible</u></p> <p>Travailleur.ses sans-emploi</p>			
DOMAINES D'INTERVENTION (%)			
1)	Assurance-emploi	80 %	
2)	Droit du travail	15 %	
3)	Autres (aide sociale, immigration, etc)	5 %	
COMPOSITION DU PERSONNEL			
Domaines de formation des intervenant(e)s :		Droit et travail social	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		Oui	
Domaines d'études des autres stagiaires :		Technique de travail social	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	Tous les niveaux		
Horaire :	Mardi ou jeudi de 9 h à 17 h		
Langues parlées :	Français	Langues écrites	Français
Autres :			

FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Formation d'une journée sur les bases de la Loi sur l'assurance-emploi. Formation continue et dialogue constant avec la personne ressource et toute notre sympathique équipe.			
Période de formation :	Automne	Durée :	1 journée
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
Conscience sociale, entregent, empathie, ouverture d'esprit, sens de l'initiative, motivation, capacité à s'exprimer en public.			
DESCRIPTION DU STAGE			
<p>Les stagiaires au MAC font des tâches variées. Il y a d'abord le volet information juridique. Les stagiaires donnent de l'information via une ligne d'information téléphonique et animent une séance d'information d'une durée d'environ 60 minutes sur l'assurance-emploi. Ensuite, dans le volet consultation, les stagiaires reçoivent des personnes en entrevues individuelles et les aident à cheminer dans le processus d'une demande d'assurance-emploi (aspect préventif). Ils peuvent avoir à rédiger des lettres, faire des demandes d'information, etc. Ils et elles peuvent aussi être appelé.es à aider l'équipe du MAC dans toutes les étapes d'un dossier juridique (l'entrevue initiale, la collecte de données, l'analyse du dossier, recherche juridique, préparation du témoin, plaidoirie). Les stagiaires peuvent aussi participer aux réunions d'équipe, aux instances de concertations, aux action publiques et autres projets en cours.</p>			

OPTION CONSOMMATEURS

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	507 Pl. d'Armes bureau. 1101	Site Internet :	www.option-consommateurs.org
Ville :	Montréal	Métro à proximité :	Place d'Armes
Code postal :	H2Y 2W8	Nombre de stages :	2 à 3
Téléphone	514 598-7288	Télécopieur :	514 598-8511
PERSONNES-RESSOURCES			
Nom :	Véronique Parent	Téléphone :	514 461-4191
Titre :	Avocate et analyste		
Courriel :	vp@option-consommateurs.org		
Nom :	Harry Penso	Téléphone :	514 461-4177
Titre :	Directeur des services budgétaires		
Courriel	hpenso@option-consommateurs.org		
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Véronique Parent et Harry Penso		
Formation :	Droit et administration		
Type de suivis :	Au besoin		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Option consommateurs a pour mission de promouvoir et défendre les droits et les intérêts des consommateur(rice)s et de veiller à ce qu'ils soient respecté(e)s.</p>			
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <p>L'objectif d'Option consommateurs est d'outiller les consommateur(rice)s pour qu'ils et elles connaissent leurs droits et leurs recours en vue de faire des choix éclairés. Si un nombre important de consommateur(rice)s a le même problème, l'organisme peut tenter des actions collectives. Pour arriver à ces fins, un service de consultations budgétaires, de sessions d'information et de cours sur le budget sont offerts aux consommateur(rice)s. Également, Option consommateurs réalise diverses recherches financées notamment par Innovation, Sciences et Développement économique Canada. Au terme de ces recherches, nous sommes en mesure d'émettre des recommandations à la fois aux consommateur(rice)s, aux divers paliers de gouvernement et aux organismes réglementaires afin d'améliorer la protection des consommateur(rice)s canadien(ne)s. Nous avons aussi mis sur pied un service téléphonique où les consommateur(rice)s peuvent être renseigné(e)s sur leurs droits et leurs obligations. Option consommateurs intervient au niveau médiatique en accordant de nombreuses entrevues et au niveau politique en déposant des mémoires en commission parlementaire.</p>			

Clientèle cible

Dans le cadre de sa mission, Option consommateurs défend les droits et les intérêts de tous les consommateur(rice)s en général, tout en accordant une attention particulière aux consommateur(rice)s économiquement défavorisé(e)s. Cette préoccupation est présente dans le choix des services offerts ainsi que dans le choix des dossiers et de leur angle de traitement. Cependant, grâce à ses nombreuses apparitions dans les médias, à certains de ses dossiers d'action collective ainsi des gouvernements et des entreprises, Option consommateurs rejoint une clientèle largement diversifiée.

DOMAINES D'INTERVENTION (%)

1)	Droit de la consommation, droit civil	60 %	4)	Protection des renseignements personnels	5 %
2)	Droit bancaire	10 %	5)	Droit comparé	10 %
3)	Droit des assurances	5 %	6)	Faillite et insolvabilité	10 %

COMPOSITION DU PERSONNEL

Domaines de formation des intervenant(e)s :	Droit, économie
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :	Oui
Domaines d'études des autres stagiaires :	Stagiaires en techniques juridiques, étudiant(e)s d'autres facultés de droit

EXIGENCES GÉNÉRALES

Niveau de formation	2 ^e et 3 ^e année		
Horaire :	1 journée par semaine		
Langues parlées :	Français, anglais (idéalement)	Langues écrites :	Français, anglais (idéalement)
Autres :			

FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES

Nous organisons chaque année une journée de formation. Lors de cette journée, nous faisons un survol des activités de l'organisme, ses modes d'interventions, des différentes problématiques rencontrées par les consommatrices et consommateurs que nous aidons. De plus, nous informons l'étudiant(e) des tâches qui lui seront confiées et des outils à sa disposition pour effectuer celles-ci. Enfin, nous remettons certains documents afin que l'étudiant(e) puisse se familiariser avec les différents domaines d'interventions de l'organisme.

Période de formation :	Été (1 ^{er} choix), automne (2 ^e choix)	Durée :	1 journée
------------------------	---	---------	-----------

PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)

L'étudiant(e) voulant travailler au sein de notre organisme devra être autonome, débrouillard(e), être bon(ne) vulgarisateur(trice) et doté(e) de patience.

DESCRIPTION DU STAGE

L'étudiant est supervisé par les différents membres de l'équipe, selon le mandat confié. Les tâches confiées aux stagiaires varient selon leurs aptitudes et leurs expériences. Les tâches qui peuvent leur être demandées sont :

Les étudiant.e.s peuvent être jumelé.e.s avec un.e avocat.e qui a pour mandat d'effectuer une recherche d'envergure sur une problématique de consommation (par exemple : disparition de l'argent comptant, marketing d'influence, vie privée et protection des renseignements personnels, etc.). Souvent, les étudiant.e.s sont amenés à faire du droit comparé et doivent effectuer des recherches sur des bases de données donnant accès à la doctrine ou de la jurisprudence;

Effectuer des recherches sur différentes problématiques juridiques, sociales ou de consommation (publicité, carte de crédit, endettement, etc.) selon les dossiers sur lesquels travaillent les membres de l'équipe;

Rédaction de mise en demeure et de mémos juridiques;

Au fur et à mesure que l'étudiant.e prend de l'expérience et développe ses réflexes, les avocats l'intégreront au service d'information juridique. L'étudiant devra contacter les consommateur.rice.s afin de procéder à la cueillette d'informations concernant les problématiques vécues. Il devra ensuite qualifier le problème, effectuer une recherche, rédiger sa réponse et proposer sa solution à l'avocat.e qui le supervise. Suite à une discussion entre eux, l'étudiant.e contactera le consommateur.rice afin de lui faire part des pistes de solutions convenues;

Les étudiant.e.s peuvent être appelés occasionnellement, en tant qu'observateurs, à suivre les avocats dans les médias, dans les formations qu'ils donnent, en consultation budgétaire ou à la Cour dans le cadre de nos actions collectives ;

Les étudiant.e.s peuvent être appelés à effectuer de la recherche non juridique visant par exemple à documenter les nouvelles tendances en consommation.

P.O.P.I.R. COMITÉ LOGEMENT

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	2515, rue Delisle, local 209	Site Internet :	www.popir.org
Ville :	Montréal	Métro à proximité :	Lionel-Groulx
Code postal :	H3J 1K8	Nombre de stages :	3
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	Myriam Cloutier	Téléphone :	514 935-4649
Titre :	Responsable du service d'information juridique	Poste :	
Courriel :	service@popir.org	Télécopieur :	514 935-4067
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Myriam Cloutier		
Formation :	LL.M. (maîtrise en droit)		
Type de suivis :	Personnalisé pour toutes les présences requises		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>Défendre les droits des locataires des quartiers Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Ville-Émard et Côte-Saint-Paul, situés dans l'arrondissement Le Sud-Ouest, à Montréal.</p>			
<p><u>Activités et/ou services offerts</u> : L'organisme offre un service d'information juridique gratuit et confidentiel qui permet aux locataires de recevoir toute l'information requise sur leurs droits et obligations en tant que locataires. Nous offrons également des ateliers d'information thématiques et des ateliers sur le logement social. Nous nous mobilisons également avec nos membres et la population, pour obtenir le respect du droit au logement et de meilleures protections pour les locataires.</p>			
<p><u>Clientèle cible</u></p> <p>Locataires, personnes à faible revenu, personnes vulnérables.</p>			
DOMAINES D'INTERVENTION (%)			
1)	Droit civil (logement)	90 %	
2)	Droit administratif	5 %	
3)	Droit municipal	5 %	
COMPOSITION DU PERSONNEL			
Domaines de formation des intervenant(e)s :		Travail social, sociologie, droit	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		Oui	
Domaines d'études des autres stagiaires :		Travail social	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	Tous les niveaux		
Horaire :	1 journée complète par semaine, entre le lundi et le jeudi		
Langues parlées :	Français, anglais	Langues écrites :	Français, anglais
Autres :	La connaissance d'une langue autre que le français ou l'anglais est un atout, mais n'est nullement une exigence.		

FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES

Au tout début du stage, une formation répartie sur environ quatre jours de stage est offerte (jusqu'à fin septembre), portant sur l'ensemble du droit du logement ainsi que sur les composantes du logement social. Le tout est ponctué d'exercices pratiques et de mises en situation. Observation possible d'audiences au Tribunal administratif du logement (demi-journée).

Période de formation :

Automne

Durée : 4 jours

PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)

Nous sommes à la recherche d'étudiant(e)s ayant un intérêt pour la défense des droits sociaux et une sensibilité aux enjeux politiques en matière de logement, ainsi que la volonté de développer des connaissances approfondies du droit dans le domaine du logement.

Les compétences et qualités souhaitées incluent : une excellente capacité de communication orale et écrite en français, ainsi qu'un niveau d'anglais fonctionnel, à l'oral comme à l'écrit; une capacité d'écoute et d'empathie; un sens de l'analyse et de la synthèse; et une habileté à vulgariser des contenus juridiques.

Nous recherchons des étudiant(e)s faisant preuve d'une capacité de concentration, de débrouillardise, d'autonomie et ayant le goût de travailler en équipe dans une dynamique collaborative et solidaire.

DESCRIPTION DU STAGE

Le ou la stagiaire, en collaboration avec la personne qui encadre le stage, doit assurer le service d'information juridique de l'organisme, que ce soit par téléphone ou lors de rencontres individuelles, en fournissant une assistance aux locataires confronté(e)s à des problèmes de logement. Il ou elle assiste les locataires, selon le cas, dans la rédaction de mises en demeure, pour l'ouverture de dossiers au Tribunal administratif du logement (TAL) ou pour la préparation de leurs audiences.

Le ou la stagiaire est également appelé(e) à effectuer des recherches juridiques et jurisprudentielles afin de répondre aux questions des locataires quant à leurs droits et leurs conditions de logement. Il ou elle devra aussi informer et/ou référer les personnes pour les aider à trouver les ressources, services et organismes appropriés.

Enfin, les stagiaires peuvent, si elles ou ils le désirent, organiser des ateliers d'information sur un sujet de leur choix, destinés à la clientèle de l'organisme. En tout temps, l'esprit d'initiative de l'étudiant(e) est encouragé et l'organisme est toujours ouvert à participer à un projet proposé par un ou une stagiaire, en lien avec les objectifs du stage et de l'organisme.

PROJET GENÈSE

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX					
Adresse :	4735, chemin Côte-Ste-Catherine		Site Internet :	www.genese.qc.ca	
Ville :	Montréal		Métro à proximité :	Côte-Ste-Catherine (en face)	
Code postal :	H3W 1M1		Nombre de stages :	4	
PERSONNE-RESSOURCE					
Nom :	Arlène Field		Téléphone :	514 738-2036	
Titre :	Avocate		Poste :		
Courriel :	arlenef@genese.qc.ca		Télécopieur :	514 738-6385	
MAÎTRE DE STAGE					
Nom :	Arlène Field				
Formation :	Droit				
Type de suivis :	Hebdomadaire				
DESCRIPTION DE L'ORGANISME					
<u>Principaux objectifs</u> Fondé en 1977, le Projet Genèse définit ses objectifs comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • Donner de l'information juridique et assurer la défense des droits dans les domaines du droit du logement et de l'aide sociale • Favoriser l'accès aux programmes sociaux et aux services gouvernementaux et communautaires • Faire du travail d'organisation communautaire sur les enjeux sociaux avec les résidents du quartier et les membres de la communauté au sens large. 					
<u>Activités et/ou services offerts</u> Dans notre centre de services individuels, nous donnons de l'information juridique et des références et nous défendons les droits dans les domaines de l'aide sociale, du logement, les pensions et autres programmes sociaux. Nous aidons les citoyen(ne)s à comprendre et à exercer leurs droits. Les activités d'organisation communautaire sont multiples et variées incluant le travail des comités de droit au logement et anti-pauvreté.					
<u>Clientèle cible</u> Le centre de service individuel est ouvert à tous et à toutes sans égard à leur lieu de résidence. Le quartier de Côte-des-Neiges, où nous sommes situés, est multiethnique et accueille un très grand nombre de nouveaux arrivants venant de tous les coins de monde.					
DOMAINES D'INTERVENTION (%)					
1)	Droits des locataires	44 %	4)	Aide sociale	25 %
2)	Pensions	14 %	5)	Allocations familiales	5 %
3)	Autres	12 %			
COMPOSITION DU PERSONNEL					
Domaines de formation des intervenant(e)s :			Droit, travail social, autres		
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :			Oui		
Domaines d'études des autres stagiaires :			Droit, travail social		

EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation	2 ^e année (ou l'étudiant(e) a déjà un baccalauréat dans un autre domaine)		
Horaire :	2 quarts de travail de 4 heures		
Langues parlées :	Français, anglais	Langues écrites :	Français, anglais
Autres :			
Période de formation :	À l'automne : 30 h de formation individuelle, une visite au Tribunal administratif du logement et une session de formation collective.	Durée à l'automne : 30 h	À l'hiver : Une session de formation de 2 heures en janvier portant sur le droit de logement.
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
Un intérêt dans : <div> Une ouverture aux communautés culturelles et aux gens des milieux défavorisés De l'empathie pour les individus en difficulté Responsable, consciencieux(se) et capable de travailler en équipe Capacité d'analyse. </div>			
DESCRIPTION DU STAGE			
<p>Le ou la stagiaire rencontre les gens individuellement et les aide à comprendre et à exercer leurs droits. Il ou elle leur donne les informations juridiques pertinentes, les réfère à d'autres ressources communautaires si nécessaire et quand il y a lieu, défend les droits de l'individu auprès de l'administration gouvernementale appropriée. Souvent, en matière de logement, le ou la stagiaire doit aider le ou la locataire à rédiger une mise en demeure ou à préparer son audience à la Régie du logement. Au cours de son travail, le ou la stagiaire apprend à gérer une entrevue, à analyser une situation, à identifier les règles juridiques qui sont applicables et à communiquer de façon claire. Les superviseur(e)s sont toujours présent(e)s et doivent être consultés lors de chaque interventions. À la suite de chaque intervention, le ou la stagiaire écrit un rapport dans le dossier. Celui-ci est ensuite lu par le maître de stage et remis au stagiaire si des commentaires s'imposent. Le ou la stagiaire peut être invité(e) à participer au programme de visite au domicile lors de la session d'hiver.</p>			

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX			
Adresse :	5215, rue Jean-Talon Ouest	Site Internet :	www.sPCA.com
Ville :	Montréal	Métro à proximité :	Namur
Code postal :	H4P 1X4	Nombre de stages :	1
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	Me Sophie Gaillard	Téléphone :	514 735-2711
Titre :	Directrice de la défense des animaux et des affaires juridiques et gouvernementales	Poste :	2248
Courriel :	sgaillard@sPCamontreal.com	Télécopieur :	514 735-7448
PERSONNE-RESSOURCE			
Nom :	Alain Tessier	Téléphone :	514 735-2711
Titre :	Directeur du bureau des enquêtes	Poste :	2280
Courriel :	ateasier@sPCamontreal.com	Télécopieur :	514 735-7448
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Me Sophie Gaillard		
Formation :	Droit		
Type de suivis :	Hebdomadaire		
MAÎTRE DE STAGE			
Nom :	Alain Tessier		
Formation :	Technique policière/gestion policière/enquêtes/sécurité publique		
Type de suivi :	Hebdomadaire		
DESCRIPTION DE L'ORGANISME			
<p><u>Principaux objectifs</u></p> <p>La SPCA de Montréal est un organisme à but non lucratif dont la mission est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protéger les animaux contre la négligence, les abus et l'exploitation • Représenter leurs intérêts et assurer leur bien-être <p>Favoriser la conscientisation du public et contribuer à éveiller la compassion pour tout être vivant.</p>			
<p><u>Activités et/ou services offerts</u></p> <p>Depuis 1869, la SPCA de Montréal se démarque comme un acteur politique important qui contribue à l'évolution des sociétés québécoise et canadienne relativement à la protection des animaux. Notre engagement profond envers la défense des animaux de toutes les espèces est une caractéristique déterminante de notre organisation. Nous sommes l'organisme de protection des animaux le plus actif et le plus influent au Québec. Ce travail essentiel est accompli par notre équipe de défense des animaux, qui est responsable des initiatives de la SPCA de Montréal visant à renforcer les lois et politiques publiques pour mieux protéger les animaux. Sa mission consiste à représenter et à faire avancer les intérêts des animaux dans les systèmes juridiques et politiques. L'équipe participe notamment à des consultations sur des projets de loi, de règlement et de codes de pratiques en matière de bien-être animal. Elle mène également des campagnes de sensibilisation auprès du grand public sur les questions de protection des animaux tout en mobilisant l'engagement citoyen sur ces enjeux. L'équipe de défense des animaux de la SPCA de Montréal a mené de nombreux combats pour renforcer la protection animale et a joué un rôle déterminant dans l'obtention de victoires importantes pour les animaux au Québec.</p>			

La SPCA est également dotée d'un Bureau des enquêtes qui a le mandat d'appliquer les dispositions du Code criminel relatives à la cruauté envers les animaux, ainsi que la législation et réglementation provinciale en matière de bien-être animal.			
1) Refuge/soins aux animaux	70%	4) Éducation /sensibilisation du public	5%
2) Inspection/ application de la loi	10%	5) Stérilisation	5%
3) Lobbying	5%	6) Programmes communautaires	5%
COMPOSITION DU PERSONNEL			
Domaines de formation des intervenantes :		Droit	
Présence de stagiaires hors Faculté de droit de l'UdeM :		Oui	
Domaines d'études des autres stagiaires:		Droit	
EXIGENCES GÉNÉRALES			
Niveau de formation :	3 ^e année		
Horaire :	1 jour/semaine, en virtuel		
Langues parlées :	Français, anglais	Langues écrites :	Français, anglais
Autres :	Connaissances en droit animal constituent un atout.		
FORMATION PARTICULIÈRE OFFERTE PAR L'ORGANISME AUX STAGIAIRES			
Période de formation :		Durée :	
PROFIL DE L'ÉTUDIANT(E) RECHERCHÉ(E)			
<ul style="list-style-type: none"> • Excellentes habiletés de recherche, d'analyse et de rédaction (préférentiellement dans les deux langues) • Capable de travailler de manière autonome • Sens de l'initiative • Bonnes capacités de réflexion critique • Adhésion à la mission de la SPCA • Intérêt pour le droit animal et connaissance de base des enjeux en matière de protection animale. 			
DESCRIPTION DU STAGE			
<p>Le ou la stagiaire assistera le Département de défense des animaux en effectuant les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recherche et rédaction de notes de service dans des domaines de droit variés • Développement de propositions de réformes législatives aux niveaux fédéral, provincial et municipal • Vulgarisation d'information de nature juridique pour la rendre accessible au grand public <p>L'horaire est flexible. Un superviseur sera disponible en tout temps pour répondre aux questions de l'étudiant(e) et commenter son travail.</p> <p>Le ou la stagiaire assistera le Bureau des enquêtes en effectuant, entres autres, les tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recherche et rédaction de notes de service (principalement en matière de droit criminel et pénal) • Rédaction de documents officiels (ex. rapports) • Vulgarisation d'information de nature juridique pour le personnel 			

Nombre de stages par organisme

ACEF DU NORD	2
ACTION RÉFUGIÉS MONTRÉAL	2
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES AVOCATS ET AVOCATES EN IMMIGRATION	2
ATLAS – CENTRE DE PÉDIATRIE SOCIALE EN COMMUNAUTÉ DE CÔTE-DES-NEIGES	1
AU BAS DE L'ÉCHELLE	2
BOUCLIER D'ATHÉNA	2
CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DU GRAND MONTRÉAL	2
CENTRE DES FEMMES DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	1
CENTRE QUÉBÉCOIS DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT	2
CLINIQUE JURIDIQUE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL – DIVISION - CONSEIL	16
CLINIQUE JURIDIQUE DE SAINT-MICHEL	8
COMITÉ D'ACTION DES CITOYENNES ET CITOYENS DE VERDUN	2
COMITÉ LOGEMENT DU PLATEAU MONT-ROYAL	1
COMITÉ LOGEMENT LACHINE-LASALLE	3
COMITÉ LOGEMENT ROSEMONT	2
COMITÉ LOGEMENT DE MONTRÉAL-NORD	1
CONCERTATION-FEMME	2
ÉDUCALOI	1
GROUPE D'AIDE ET D'INFORMATION SUR LE HARCÈLEMENT SEXUEL AU TRAVAIL	2
INFOLOGIS DE L'EST DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	3
INFORM'ELLE	3
JURIPOP	2
LA MAISON BLEUE	1
LE COLLECTIF JURIDIQUE	10 À 12
LOGISACTION NOTRE-DAME-DE-GRÂCE	2
MOUVEMENT ACTION-CHÔMAGE DE MONTRÉAL	2
OPTION CONSOMMATEURS	3
P.O.P.I.R. - COMITÉ LOGEMENT	3
PROJET GENÈSE	4
SPCA	1
Nombre total d'organisme : 30	Autour de 90